

TORNATA DEL 3 MAGGIO 1852

PRESIDENZA DELL'AVVOCATO GASPARE BENSO VICE-PRESIDENTE.

SOMMARIO. *Atti diversi — Relazione sul progetto di legge per l'approvazione della convenzione sanitaria internazionale — Relazione sulla proposta preliminare fatta dal deputato Buffa riguardante la discussione della legge sull'imposta personale e mobiliare — Dichiarazione incidentale del deputato D'Aviernoz — Seguito della discussione generale del progetto di legge per l'imposta personale-mobiliare — Opposizione, ed ordine del giorno motivato del deputato Brunier — Spiegazioni personali del deputato D'Aviernoz — Discorso del deputato Bon-Compagni in favore del progetto di legge — Opposizioni dei deputati Jacquier e Bachet — Nuove osservazioni del ministro delle finanze e sua opposizione alla proposta del deputato Brunier — Nuove osservazioni del deputato Farina Paolo — Opinioni favorevoli del deputato Iosti — Chiusura della discussione generale.*

La seduta è aperta alle ore 2 pomeridiane.

AIRENTI, segretario, dà lettura del processo verbale della tornata precedente, ed espone il seguente sunto delle petizioni ultimamente presentate alla Camera:

4524. Sechi Usai, già segretario insinuatore in Sassari, ricorre nuovamente per ottenere aumentata la sua pensione di riposo (petizione conforme a quella segnata col n° 4257.)

4525. I proprietari dei teatri minori della capitale invitano la Camera a non voler sanzionare col suo voto il progetto di legge per regolare l'esercizio dei teatri Regio e Carignano, testè presentato dal ministro dell'interno, col quale viene stabilita la percezione del decimo sull'introito serale dei minori teatri a favore del teatro Regio.

4526. Ferri Giuseppe, di Pieve Albignola, chiede che in vista della perdita dell'unico suo figlio, soldato nell'undecimo reggimento di fanteria, morto nell'ospedale di Vigevano in seguito a ferite riportate nell'ultima campagna, gli venga accordato un annuo sussidio.

ATTI DIVERSI.

PRESIDENTE. La Camera non essendo in numero, si farà l'appello nominale.

(Da questo risultano assenti i seguenti deputati):

Agnès — Angius — Asproni — Audisio — Balbo — Barbavara — Bastian — Bellono — Berghini — Berutti — Bersani — Bertolini — Biancheri — Bianchi — Blanc — Blonay — Boyl — Bolmida — Bona — Bottone — Brofferio — Cagnardi — Cambieri — Campana — Carquet — Cattaneo — Cavalli — Cavour Camillo — Chapperon — Chenal — Chiò — Cornero — Correnti — Cossato — D'Azeglio — Decandia — Decastro — Deforesta — Del Carretto — Demartinel — Depretis — Falqui-Pes — Ferracciu — Franchi — Galvagno — Garibaldi — Garda — Gastinelli — Gianolio — Grixoni — Iosti — Jacquemoud — Justin — La Marmora — Lions — Malinverni — Martinet — Melegari — Michelini — Paleocapa — Parent — Pernati — Pernigotti — Petitti — Radice — Ravina — Ricci Giuseppe — Ricotti — Roberti — Rulfi —

Sappa — Salmour — Sauli Damiano — Scappini — Serpi — Simonetta — Sineo — Siotto Pintor — Spano — Spinola — Sulis — Tecchio — Turcotti — Tuveri — Valerio Gioachino — Viora.

RELAZIONE SUL PROGETTO DI LEGGE PER L'APPROVAZIONE DELLA CONVENZIONE INTERNAZIONALE SANITARIA.

BERTINI, relatore. Ho l'onore di presentare la relazione sopra il progetto di legge per la convenzione internazionale sanitaria e il riordinamento del servizio sanitario marittimo. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 195.)

PRESIDENTE. Questa relazione sarà stampata e distribuita.

Gli uffici VI e VII sono pregati a volersi radunare domani a mezzogiorno per procedere alla loro costituzione.

RELAZIONE SOPRA UNA PROPOSTA PRELIMINARE FATTA DAL DEPUTATO BUFFA ALLA DISCUSSIONE DEL PROGETTO DI LEGGE PER L'IMPOSTA PERSONALE E MOBILIARE.

MANTELLI, relatore. Ho l'onore di presentare alla Camera la relazione della Commissione sulla proposta preliminare alla discussione del progetto di legge per l'imposta personale e mobiliare, presentata dal deputato Buffa (Vedi vol. *documenti*, pag. 52), e prego il signor presidente a volere interrogare la Camera se voglia procedere subito alla discussione di questa proposta o rimandarla a domani.

PRESIDENTE. La Camera non essendo ancora in numero non si può prendere alcuna deliberazione.

MANTELLI. Prego il signor presidente a volermi dare la parola, quando la Camera si trovi in numero, per rinnovare la mia domanda.

D'AVIERNOZ. Je demande la parole pour un fait personnel.

PRESIDENTE. Ha la parola.

D'AVIERNOZ. Messieurs, avant-hier l'honorable rapporteur de la Commission, en parlant de l'opinion publique, a dit qu'elle était représentée par la Chambre. Je déclare que je ne puis m'associer à cette théorie. (*Rumori*)

Messieurs, je me regarde comme mandataire de mes commettants, mais nullement comme le représentant de leurs opinions. Sans doute, les éclaircissements que je puis avoir d'eux peuvent contribuer sur mon vote ; mais jamais je ne dirai que je suis le représentant de leurs opinions.

Je crois, au contraire, messieurs, qu'il existe une opinion publique dans le pays, comme dans tous les autres pays ; que le Parlement doit y faire attention, afin d'y avoir égard suivant les circonstances. J'observerai même qu'avoir une opinion dans la Chambre, quand il y en a une autre à l'extérieur, est très-grave.

En France, vous avez eu des exemples de ce qui peut arriver quand l'opinion du pays diffère de celle de la Chambre.

Vous savez qu'en 1799, dans le Conseil des Cinq-cents...

Una voce. A la question ! Il n'y a rien de personnel dans tout cela.

PRESIDENTE. Osservo al signor D'Aviernoz che ella non si attiene punto al fatto personale per cui le ho data la parola.

D'AVIERNOZ. Je tiens seulement à ce que mes commettants sachent bien que je ne suis que leur mandataire, et non point le représentant de leur opinion.

SEGUITO DELLA DISCUSSIONE DEL PROGETTO DI LEGGE PER L'IMPOSTA PERSONALE E MOBILIARE.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca la continuazione della discussione generale del progetto di legge per l'imposta personale e mobiliare.

Il deputato Brunier ha la facoltà di parlare.

BRUNIER. Messieurs, je profite de la discussion générale qui s'est élevée sur cette loi pour parler sur tous les impôts qui doivent s'établir. Je ne viens point combattre cette loi d'une manière absolue, puisqu'elle contient plusieurs principes que j'avais posés moi-même dans une discussion précédente. C'est dire par là que je ne viens point attaquer la loi dont il s'agit : loin de là, je l'approuve dans son ensemble.

Ce n'est donc que sous un point de vue tout spécial et relatif à la Savoie que je viens prendre la parole ; et en la prenant, je ne le fais pas seulement en mon nom, mais au nom des députés de la gauche savoisiennne, c'est-à-dire au nom de messieurs Bachet et Jacquier et de monsieur Carquet qui m'en a chargé avant son départ.

JACQUIER. Je demande la parole.

BACHET. Je demande la parole.

BRUNIER. Je regrette de venir faire du municipalisme dans cette circonstance, mais je crois que les motifs sur lesquels je me fonde sont tellement puissants, que la Chambre voudra bien les prendre en considération. La justice réclamerait pour la Savoie une exemption pour les nouveaux impôts.

En effet, messieurs, quelles sont les causes qui exigent l'établissement de nouveaux impôts ? C'est la guerre de Lombardie qui nous a endettés. Or, cette guerre avait pour principe la conquête d'une nationalité à laquelle la Savoie était

moins intéressée que le Piémont. Ce motif d'exemption est en outre appuyé sur la déclaration même de l'ex-ministre monsieur Ricci, qui a dit, pendant qu'il était au pouvoir, que dans les nouveaux impôts la Savoie aurait eu droit à quelques égards.

Je suis bien aise de voir ici présent monsieur Rattazzi, pour lui rappeler qu'il était aussi du même avis.

RATTAZZI. Domando la parola.

BRUNIER. On reconnaissait alors en principe que la Savoie contribuait suffisamment à la guerre en fournissant ses hommes, sans encore devoir y contribuer de sa bourse. On reconnaissait la justice de ce principe. Ce qui était justice en 1849 ne serait-il plus justice en 1852 ?

Mais, abstraction faite de la cause de la guerre de l'indépendance et de cette circonstance du pied de guerre où est mise une armée formidable, que nous continuons à tenir dans un but auquel la Savoie est entièrement étrangère, il y a une autre raison de justice qui réclame en notre faveur : c'est qu'il est de principe dans notre Statut, comme dans toutes les constitutions, que les populations doivent contribuer aux charges publiques en raison de leurs ressources. On ne pourrait pas prendre pour base de l'impôt, le chiffre de la population, car comme la Savoie vit en partie des ressources de l'émigration, on ne peut frapper des valeurs qui proviennent de l'étranger et qui ne sont pas valeurs nationales.

La population serait donc une base inexacte. L'étendue du terrain ne serait pas non plus une base plus équitable, puisqu'on ne peut pas comparer les terrains de nos montagnes avec ceux des riches contrées du Piémont. Au reste, je crois que non-seulement nous contribuons en proportion des autres provinces aux charges de l'Etat, mais je crois que nous payons même d'avantage. Il me suffira pour le démontrer de m'étayer sur un exemple. Je vois que depuis 1831 jusqu'en 1846, c'est-à-dire pendant une moyenne de 16 ans, la Savoie aurait payé plus que le Piémont. Je ne parlerai pas des douanes ; si les douanes faisaient moins de recette en Savoie que sur les autres frontières de l'Etat, c'est parce que les deux tiers des marchandises passaient par contrebande.

Aussi je trouve que pour la douane elle aurait payé en moyenne 1,231,733 fr. 47 centimes par an. Le Piémont, et par Piémont j'entends toutes les autres provinces de terre-ferme, en deça des Alpes ; le Piémont aurait payé 15,769,927 fr. 59 centimes.

La Savoie n'aurait ainsi payé qu'un douzième environ de ce que payait le Piémont.

Cette base ne serait pas assez juste, mais l'impôt foncier et royal me semble devoir fournir une base plus exacte. Cependant l'on doit reconnaître que l'impôt foncier est plus fort en Savoie qu'en Piémont.

En effet, la péréquation faite en 1758 avait établi l'égalité de l'impôt foncier tant en Piémont qu'en Savoie ; mais dès lors en Savoie cet impôt s'est trouvé forcément augmenté, parce que la péréquation française, qui a été faite sous l'empire, a augmenté l'estimation du revenu des immeubles et partant l'impôt qui le frappe.

C'est un fait assez connu, pour que je croie nécessaire de m'y appesantir, et l'on n'ignore pas que partout où la péréquation française a eu lieu, il a été établi un impôt sur les bâtiments, impôt qui frappe la propriété bâtie, que nous payons depuis 1814, et qui n'existe pas en Piémont et que le Piémont n'a jamais payé. Car les bâtiments ruraux chez nous continuent à payer cet impôt, dont ils devraient être au moins affranchis par la loi nouvelle d'impôt sur les bâtiments.

Le Statut, qu'on invoque pour repousser nos demandes d'exceptions, me semble s'opposer également à ce que nous continuions à payer l'impôt sur les bâtiments, impôt qui n'existe pas en Piémont.

Mais supposons que la Savoie ne paye pas un impôt foncier plus fort qu'en deçà des Alpes ; et cependant il résulte de documents authentiques qu'au-deçà des Alpes l'impôt foncier et royal aurait été de 11,274,442 fr. 22 centimes, et en Savoie, de 4,016,899 fr. 19 centimes, c'est-à-dire que la Savoie aurait payé le 11^e environ par an de ce qu'aurait payé le Piémont.

Comme la péréquation française est venue aggraver la propriété en Savoie, partout où elle a eu lieu, et que le Piémont n'est soumis qu'à celle de 1738, il est évident que nous payons plus pour impôt foncier qu'on ne paye en Piémont.

Et cette base du onzième est évidemment plus forte que ne devrait être notre tangente.

L'impôt foncier communal et provincial est plus fort en Savoie qu'en Piémont. Cela se conçoit parfaitement, parce que les budgets communaux et provinciaux sont grevés de 400,000 à 500,000 francs pour compléter les congrues du clergé, qui sont une dette du Gouvernement comme successeur et héritier de celui de France, dont il doit acquitter les dettes, ou pour les frais de culte.

Il y a en outre trois évêchés qui ont été érigés depuis la restauration, et qui se trouvent également, en partie, à la charge des budgets communaux et provinciaux. Ajoutez à toutes ces causes de dépenses celles occasionnées par l'obligation de rétablir les églises et les cures que la révolution française avait détruites.

En Piémont cela n'a pas eu lieu, parce que la révolution française respecta ses constitutions. Nous avons ensuite l'économat qui jusqu'en 1848 n'a rien alloué pour le culte en Savoie, tandis qu'en Piémont il est venu au secours des communes. Voilà pourquoi l'impôt provincial et communal est plus fort en Savoie qu'en deçà des Alpes.

Un autre impôt pesant davantage sur la Savoie est celui qui résulte de la division de la propriété. Les nombreuses subdivisions de la propriété amènent plus de transactions. Monsieur le ministre des finances, à l'occasion de la discussion du traité avec la France, a reconnu lui-même que les transactions civiles étaient plus nombreuses en Savoie, et il en a conclu que les subdivisions devaient être dans la même proportion. Je ne considérerai pas si la déduction qu'il a tirée est exacte, si l'on peut conclure que les subastations ne sont pas la preuve de la misère ; mais ce que je veux conclure seulement c'est que les ventes judiciaires et extrajudiciaires, volontaires ou forcées, rapportent plus en Savoie au trésor que dans aucune autre partie des Etats.

Aussi je vois que l'impôt de l'insinuation et des domaines est plus fort en Savoie qu'en Piémont. Il a été en moyenne par an, toujours dans le même espace de temps, savoir : en Piémont de francs 10,036,320 73, en Savoie de francs 4,617,159 97, c'est-à-dire que nous avons payé le sixième de ce qu'a payé le Piémont, tandis que l'impôt foncier royal, quoique plus lourd qu'en Piémont, n'est que d'un onzième.

Puis la division de la propriété amène encore d'autres impôts, tels que les frais de justice, le timbre, les précaires et autres divers accessoires, qui donnent encore des recettes au trésor. Il y a même dans les divisions de la propriété plusieurs délits champêtres et forestiers qui amènent également des amendes qui enrichissent les caisses de l'Etat.

Pour l'impôt du sel la Savoie paie plus que le Piémont. La

moyenne pour le Piémont pendant les 16 ans en question a été de francs 11,787,560 98; elle a été de francs 2,176,454 93 pour la Savoie : c'est-à-dire que la Savoie paie un cinquième de ce que paie le Piémont.

Pour les plombs et les poudres l'impôt est également plus fort en Savoie. En Piémont cet impôt a donné francs 443,511 48; en Savoie il a donné francs 106,227 19 par an, c'est-à-dire le quart de ce qu'il a été en Piémont.

On reconnaîtra en effet que l'impôt des poudres doit être plus fort en Savoie, parce que les champs y sont encombrés de rocs et de pierres, et pour en faciliter le labour le cultivateur est habitué à pratiquer la mine. Il en est de même pour les routes, où il est rare qu'on puisse faire une rectification sans faire jouer la mine. La consommation du sel également y est plus considérable. D'abord on en donne au bétail, ensuite le paysan fait usage de beaucoup de pommes de terre, et les assaisonne avec du sel.

Ainsi, messieurs, vous voyez le rapport qui existe entre les deux provinces.

Pour l'impôt foncier nous payons un onzième, et il est déjà plus fort en Savoie qu'en Piémont, à raison de l'augmentation amenée par la péréquation française.

Pour l'insinuation et les domaines nous payons un sixième, pour le sel un cinquième et pour les poudres un quart de ce que paye le Piémont.

Nous avons ensuite d'autres impôts qui pèsent exclusivement sur la Savoie. Nous avons les barrières du Mont-Cenis, qui sont, il est vrai, un impôt de peu de valeur ; mais enfin elles gênent le commerce, et ne sont payées que par la Savoie. En effet, quand la Savoie envoie de ses produits en Piémont, elle est obligée de payer tous les frais de transport pour venir faire concurrence sur les marchés d'en deçà des Alpes ; et ce n'est pas le Piémont qui rembourse ces frais. Si, au contraire, elle achète du Piémont des riz, des pâtes, de l'huile et autres denrées, il est clair aussi que le voiturier piémontais fait payer le droit de barrière comme les autres frais de transport aux consommateurs savoisiens. Puis ce droit de barrière pèse également sur les voituriers de la Haute Maurienne, qui vivent presque entièrement sur ces transports.

Le Piémont enfin, étant un plus grand marché, ne paie pas ces transports ; c'est la plus petite province qui paie cet impôt-là.

Nous avons encore l'impôt des journaux. Nous savons que les journaux étrangers payent un droit pour entrer dans les Etats.

La Savoie, en raison de sa langue, est obligée de faire venir ses journaux de la France. Le Piémont, au contraire, a dans son sein des journaux de toute espèce, et il n'est pas sous ce rapport tributaire de l'étranger.

VALERIO LORENZO. La Savoie a bien assez de journaux elle-même.

BRUNIER. Il y a encore un autre impôt que nous payons, et dont le Piémont est presque exempt. C'est celui des passeports et des visa. La Savoie, se trouvant en relations très-fréquentes avec la France et la Suisse, il faut naturellement des passeports pour sortir et des visa pour rentrer.

Cette fréquence se vérifie autant dans les relations commerciales que dans les relations de famille, et il s'en suit de là que les passeports et les visa sont employés beaucoup plus par les Savoisiens que par les habitants des autres provinces. Comme nos consuls se trouvent payés par le casuel de cet impôt, il en résulte que la Savoie fait la plus grande part de ces frais.

Je crois donc, messieurs, abstraction faite des dépenses de l'armée, que sous le rapport de la proportionnalité de l'impôt la Savoie a droit à quelques égards, parce que réellement elle paye plusieurs impôts que le Piémont ne paye pas, et que sur d'autres impôts elle paye plus que le Piémont.

Indépendamment de la cause de justice, il y en a encore une autre qui résulte de la nécessité. L'état d'épuisement où se trouve la Savoie rendra très-difficile le paiement de nouveaux impôts. Cet état d'épuisement provient des causes déjà énoncées, soit des impôts que nous payons; à ces causes il faut encore ajouter d'autres motifs. Je veux parler des douanes qui nous séparent de l'étranger et qui nous appauvrissent, car nous perdons dans l'exportation les droits que les douanes étrangères perçoivent sur nos produits.

Les douanes des étrangers prennent sur nos exportations, et également sur nos importations le Gouvernement sarde en prend une portion. Avec cela la Savoie était singulièrement maltraitée dans tous ses échanges.

Enfin nous avons encore la maladie des pommes de terre, qui a sévi en Savoie beaucoup plus que dans les autres provinces des Etats; tout le monde sait que la Savoie cultive beaucoup les pommes de terres, non-seulement comme alimentation des habitants, mais encore comme nourriture de son bétail, qui est l'un des produits les plus importants de sa culture.

Depuis que cette maladie existe, la richesse de la Savoie a été frappée dans une de ses principales ressources.

Une autre cause de notre déclin résulte d'une succession de mauvaises récoltes. En effet le Piémont a été obligé de venir en aide à la Savoie par le transport de grains qui y a été fait sous le règne de Charles-Albert.

La guerre de Lombardie a été une cause d'épuisement, parce que nos paysans étaient dans la nécessité de s'imposer des sacrifices pour envoyer des subsides à leurs enfants qui se trouvaient à l'armée.

Enfin une dernière cause a été l'esprit processif, qui a grandi à la suite de nos mauvaises lois sur la procédure.

Ce sont des plaies qui sont suffisamment connues, et je n'en dirai pas davantage.

Toutes ces causes existent; la Savoie est vraiment pauvre en ce moment. Je crois qu'il serait bon d'attendre quelques années, jusqu'à ce que le Gouvernement ait entrepris ses lignes de chemin de fer, que les avantages des réductions douanières aient un peu ramené la vie que la protection lui avait enlevée, pour que la Savoie fût en mesure de payer les nouveaux impôts. Je ne demande pas une exemption complète, mais seulement une simple suspension en raison du Statut, qui dit que les charges de l'Etat doivent être supportées par chaque province en raison de sa fortune.

Si à ce sujet, l'on m'oppose la lettre et l'esprit du Statut, je dirai que le Statut ne s'est pas opposé à ce qu'on n'appliquât pas à la Sardaigne la loi sur les impôts.

On a suspendu en faveur de Nice la loi d'impôt des douanes. Ce que l'on a fait pour la Sardaigne et pour Nice on pourrait faire pour la Savoie. Pourquoi ne pourrait-on pas exempter la Savoie comme la Sardaigne, ou suspendre les nouveaux impôts à son égard, comme on l'a fait pour Nice? Le Statut n'a-t-il des rigueurs que pour la Savoie?

Messieurs, l'on a beaucoup parlé de partis séparatistes en Savoie; on a prétendu qu'il y a dans la Savoie deux partis séparatistes: l'un qui est l'ancien parti libéral, et l'autre qui est le parti mécontent des institutions libérales de l'Etat, c'est-à-dire le parti réactionnaire.

Les partis séparatistes, quels qu'ils soient, peuvent tirer des

arguments en faveur de leur thèse en comparant les impôts que la Savoie paye étant unie au Piémont et ceux qu'elle paierait étant réunie à la France.

D'abord unie à la France, la Savoie ne paierait point de droits de douane, ne paierait point les taxes qui frappent nos importations et nos exportations, qui en définitive tombent toujours à la charge du producteur et du consommateur. Ces avantages seraient tellement grands que l'on ne pourrait en regarder comme affaiblis par le meilleur marché auquel nous nous procurons actuellement certaines productions belges, anglaises et les denrées coloniales.

Quant à l'impôt foncier, royal, communal et provincial, il résulte de calculs approximatifs que la Savoie paye actuellement pour 3 millions à peu près, tandis que, réunie à la France, elle ne paierait que 2 millions; et cette différence d'un million se comprend aisément lorsqu'on songe que les communes et provinces sont obligées de payer 400,000 ou 500,000 francs pour frais de culte, que la France paierait en entier, et que toutes les routes et travaux publics faits par les communes ou provinces sont à leur charge, parce que jusqu'ici le Gouvernement sarde ne concourait pas à la dépense, tandis que le Gouvernement français intervient ordinairement dans ces dépenses pour un tiers.

Sur l'impôt du sel, l'on sait également que nous payons plus que si nous étions français. Je suppose que la Savoie continue à acheter autant que par le passé, c'est-à-dire pour la somme de 2,176,000 francs.

Le sel étant d'un tiers meilleur marché en France que chez nous, il s'ensuit qu'il y a pour la Savoie un impôt de 600,000 à 700,000 francs plus considérable que si elle était réunie à la France.

On ne paierait plus également l'impôt sur les journaux.

L'on ne paierait plus l'impôt de la loterie, qui dans les 30 années courues de 1816 à 1846 a donné en Savoie francs 4,859,192, soit une moyenne de 147,248 francs par an. Nous cesserions de payer l'impôt des passeports et des *visa*, que nous sommes obligés de payer à raison de nos fréquentes relations avec la France, et surtout la France n'établirait pas entre elle et la Savoie des barrières gênantes et faisant deux Etats dans le même; barrières qu'on maintient sur le Mont-Cenis, et que le ministre des finances a défendues si chaleureusement il y a deux ans, lorsque j'en proposais l'abolition; barrières qui sont non-seulement un impôt, mais une source de vexations.

Mais, messieurs, est-il vrai, puisqu'on a parlé des deux partis séparatistes, que la Savoie ait autant d'intérêt aujourd'hui de vouloir être réunie à la France qu'elle en avait il y a deux ou trois ans? Je réponds que non. La Savoie a moins d'intérêt à cette réunion qu'en 1848, lorsque le parti libéral la désirait.

Le motif principal qui pouvait la lui faire désirer consistait dans les douanes. Or les droits de douane ont déjà été abaissés par les traités, et avec les tendances que manifeste le Ministère, il est certain que, quand il pourra contracter avec la France, il fera encore baisser les droits dont la France frappe notre exportation. Nous sommes donc dans une voie d'amélioration complète.

Je dis que les chances de réunion à la France ont diminué dans toute la proportion de l'abaissement de nos tarifs. Un autre grand motif qui a fait désertier à l'ancien parti libéral séparatiste la réunion de la Savoie avec la France c'est que le Piémont s'est décidé à établir la voie ferrée que doit l'unir avec cette nation. Je crois à cet égard que le Piémont mettra plus de zèle et d'empressement à faire le chemin de fer que

n'en aurait mis la France. Le Piémont a tout autant d'intérêt à être réuni à la France que la Savoie. Si l'on ne passe pas sur l'un des versants des Alpes, l'on ne passera pas sur l'autre. Le Piémont ne peut conserver ses anciens avantages comme route plus courte pour le commerce entre la France et l'Italie qu'en établissant le chemin de fer. Une preuve que le Gouvernement est disposé à établir des lignes ferrées c'est qu'il a contracté pour un chemin de fer de Turin à Suse, c'est qu'il paraît en voie d'entreprendre la grande ligne de Savoie à Lyon, avec embranchement sur Grenoble et sur Genève.

Ainsi je crois que nous avons plus d'intérêt maintenant d'être réunis au Piémont, que nous n'en avions il y a deux ou trois ans, lorsqu'il n'était pas question de chemins de fer.

L'honorable monsieur D'Aviernoz nous a exposé ses principes, auxquels il a conformé les actions de toute sa vie. Il est bon, puisqu'on dit qu'il y a un parti séparatiste autrefois partisan de l'union au Piémont, d'établir la différence immense qui existe entre ce parti et le parti séparatiste libéral.

Le parti libéral n'a jamais songé à une réunion de la Savoie avec la France que par suite d'un conflit européen. Il n'a jamais songé à susciter des entraves au Gouvernement.

Il n'a jamais attendu la réalisation de ses vœux que d'une conflagration générale, d'un remaniement de la carte de l'Europe, que d'événements étrangers et extérieurs.

De sorte que le parti libéral n'a jamais été hostile au Gouvernement, tandis que le parti séparatiste contraire agit dans un sens opposé.

Monsieur D'Aviernoz vous a dit qu'il était partisan du Piémont, et non de l'Italie, et cela se conçoit. Il y a en Savoie, comme dans toute l'Europe, deux partis: l'un de ces partis croit que les peuples sont la propriété des Gouvernements, comme les noirs sont la propriété des planteurs leurs maîtres; dès lors ce parti ne doit reconnaître aux peuples aucun droit.

Le parti libéral considère que les peuples sont maîtres de leurs destinées, qu'ils possèdent la souveraineté de droit, et que les Gouvernements sont faits pour eux, et non pas eux pour les Gouvernements.

De ces principes découle leur manière d'agir. L'honorable général D'Aviernoz, qui est partisan du premier principe, vous a dit qu'il y avait conformé sa conduite. En effet il vous a raconté qu'il avait été chercher dans les rangs autrichiens l'intérêt dynastique.

Les enfants de la Savoie combattaient valeureusement sous le glorieux drapeau de Lodi, d'Arcole, de Marengo, d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, de Wagram et de la Moskova, lorsque lui entra à Chambéry en vainqueur à la tête d'un régiment de hulands.

Je ne l'en loue pas, et je ne l'en blâme pas. Je cite seulement des faits; des faits qui sont la conséquence logique, nécessaires, impitoyable des principes. L'honorable monsieur D'Aviernoz a vu la Savoie en Autriche, le parti contraire voyait la Savoie en France, à laquelle le vote du peuple l'avait réunie. Vous voyez donc, messieurs, que les deux principes se dessinent parfaitement; ils ont tous les deux leur conséquence nécessaire, ils sont chacun à leur rôle; l'un défend l'intérêt dynastique sous le drapeau autrichien, l'autre défend la liberté de sa patrie contre l'Autriche.

Ce parti existe encore tout entier, car l'honorable monsieur D'Aviernoz conviendra que ce sont ses amis politiques qui l'ont poussé à la députation, que l'honorable député ne recherchait pas. Il a donc été poussé par un parti, dont il

partage les opinions; seulement il les professe avec une franchise, une loyauté qui le distinguent de tous.

Il n'est pas étonnant que monsieur le général D'Aviernoz ne veuille pas de l'indépendance italienne, car, comment peut-on être partisan de l'indépendance des peuples lorsqu'on ne leur reconnaît pas le droit de la reconquérir? Il est donc conséquent avec lui-même.

Mais, quant au parti libéral, il a accueilli avec ardeur l'idée de l'indépendance italienne, comme celle de toutes les autres nationalités en Europe.

Il a applaudi aux guerres de la Pologne et de la Hongrie, comme à celles de toutes nations qui défendent leurs droits contre les oppresseurs.

Messieurs, j'ai passé pour être l'organe du parti qui voulait la réunion à la France en 1848. Je tiens à constater la différence qu'il y a entre ce parti et celui auquel faisait allusion monsieur le ministre des finances, et qui n'est devenu séparatiste que depuis que le Piémont est entré dans la voie des institutions libérales. Je disais alors que jamais la Savoie ne se séparerait par des moyens violents. Que l'Italie avait le moyen de s'attacher sincèrement la Savoie, et que, si la séparation devait avoir lieu, ce ne serait que d'un consentement réciproque par des traités et par voie pacifique.

Pour qu'on ne suppose pas que j'aie fait une réculade en disant que nous avons moins d'intérêt d'être réunis aujourd'hui, je me permettrai de vous lire ce que je disais à cette époque :

Je demandais :

1° L'abolition des douanes ou un abaissement considérable par voie de traités;

2° Le percé des Alpes;

3° Le chemin de fer de la Savoie.

Or, messieurs, nous avons déjà obtenu une grande satisfaction par la réforme douanière; tout paraît annoncer que dans peu de temps le chemin de fer de la Savoie sera en pleine exécution.

On voit donc, messieurs, que si aujourd'hui je dis qu'il y a moins d'intérêt, je suis conséquent à moi-même.

Je reviens à la question de l'impôt. Je crois que la Savoie se trouve dans une condition exceptionnelle. Je crois que des motifs de justice et d'équité réclament qu'on ait pour elle quelques égards.

Je dis que par ces motifs nous pourrions demander l'exemption complète, mais je demande seulement la suspension. J'ai donc formulé un ordre du jour conçu en ces termes :

« La Chambre, considérant que la Savoie se trouve dans une position exceptionnelle;

« Considérant que son dénuement actuel s'oppose à la mise en vigueur immédiate des lois concernant les divers impôts, dont la sanction est soumise au Parlement;

« Déclare en principe que la Savoie ne sera soumise à aucun impôt nouveau pendant 5 ans à dater de ce jour, et passe à l'ordre du jour. »

Vous voyez, messieurs, que je ne demande qu'une concession très-minime, et je pense que la Chambre voudra bien y avoir égard.

PRESIDENTE. La parola è al deputato Bon-Compagni.

D'AVIERNOZ. J'ai demandé la parole pour un fait personnel. (*Mormorio generale*)

Voci. Parli! parli!

D'AVIERNOZ. L'honorable monsieur Brunier m'a mis en scène d'une manière tout-à-fait singulière, et à laquelle je ne m'attendais pas. Toutefois ses expressions n'ont rien d'injurieux. Seulement il m'a donné certains principes que je

n'admets point. Je n'ai jamais dit ici ni ailleurs que je regarde les peuples comme des troupeaux et leurs rois comme leurs propriétaires absolus. Mais, quant à la question du service que j'ai fait autrefois en Autriche, c'est par un sentiment de loyauté et de fidélité que je me suis conduit ainsi. Ce service ni peut ni m'avilir ni m'humilier. J'ai fait alors ce qu'un militaire doit faire dans toute circonstance pareille. J'ai servi comme sujet fidèle d'un roi qui voulait reconquérir ses Etats occupés par la France.

En 1848 j'ai servi parce que mon roi avait décidé la guerre; je lui ai obéi, j'ai combattu contre ceux que le roi avait déclaré ses ennemis, sans me soucier qu'ils fussent Autrichiens plutôt que Français, Turcs ou Chinois. (*Ilarità*) J'ai servi comme tout le monde. Au reste, lorsque le roi a donné le Statut, je n'ai ni approuvé ni désapprouvé; j'ai accepté. (*Ilarità prolungata*)

Il a donné le Statut à ses Etats: je ne l'ai pas demandé, mais je l'ai accepté, et j'ai même eu cet honneur d'illuminer la façade de ma maison, ce qui m'a coûté francs 350. (*Nuova ilarità*)

Seulement j'ai toujours pensé que, comme sujet, j'avais le droit d'être bien gouverné, et j'ai toujours aimé le Gouvernement qui me donnait le plus de liberté, de sécurité et de bon marché.

Je ne suis pas partisan de l'indépendance italienne, parce que je ne suis pas italien, mais savoyard, et que je ne vois pas quel bien résulterait pour mon pays d'un pareil événement. Les Romains ne voyaient leur pays que dans Rome, du mont Janicule au mont Valentin; je ne vois pas pourquoi je ne penserais pas comme pensaient les anciens maîtres du monde. Pour moi la Savoie a deux frontières: d'un côté la France, de l'autre les Alpes; les traités du 1815 m'ont fait sujet de sa majesté le roi du Piémont, je m'y conforme; je ne suis pas italien, mais bien savoyard; et jusqu'à ce qu'on en vienne à un nouveau remaniement de l'Europe, que monsieur Valerio réclame le sabre à la main, je dirai toujours que je ne suis ni italien ni français, mais que je suis savoyard de la Savoie unie au Piémont. (*Viva ilarità*) Voilà ma profession de foi. C'est une profession de foi très-courte. Quant à vous, soyez français, soyez italiens, soyez libéraux, soyez modérés, soyez tout ce que vous voudrez; moi je suis savoyard, voilà tout. (*Ilarità*)

ATTI DIVERSI.

PRESIDENTE. Metto ai voti l'approvazione del processo verbale.

(È approvato.)

Il deputato Michelini chiede alla Camera un congedo di 9 giorni.

Se non vi sono opposizioni, s'intende accordato.

(È accordato.)

La parola è al deputato Valvassori.

VALVASSORI. Chiederei alla Camera che fosse dichiarata d'urgenza la petizione portante il numero 4526, sporta da un certo Ferri Giuseppe, di Pieve Albignola, il quale in vista della perdita fatta dell'unico suo figlio, soldato nell'11° reggimento di fanteria, morto nell'ospedale di Vigevano in seguito a ferite riportate nell'ultima guerra, chiede gli venga accordato un annuo sussidio, onde poter supplire agli urgenti bisogni della propria famiglia.

(È decretata d'urgenza.)

SEGUITO DELLA DISCUSSIONE DEL PROGETTO DI LEGGE PER L'IMPOSTA PERSONALE E MOBILIARE.

BON-COMPAGNI. Quantunque non sia consentaneo né alle mie abitudini né a' miei studi di addentrarmi in una questione di finanza, credo tuttavia necessario al punto in cui è giunta la discussione di adoprarmi a dileguare alcune preoccupazioni le quali paiono ingombrare gli spiriti, o che, quando mai potessero prevalere, c'impedirebbero di compiere ad uno dei maggiori doveri che abbiamo verso il nostro paese.

Vi hanno talvolta nella vita delle nazioni delle difficoltà sulle quali debbono concentrarsi tutti gli sforzi dei Governi e dei cittadini, delle difficoltà che debbono far tacere ogni altra preoccupazione, delle difficoltà che debbono far cessare ogni dissenso d'opinione. Nel primo esordire della nostra vita costituzionale noi ci siamo trovati al cospetto d'una di queste difficoltà, cioè della guerra; dappoi ci siamo trovati e ci troviamo ancora al cospetto di un'altra, quella delle finanze.

Mi duole assai che, dappoichè il nostro paese è entrato nella condizione regolare degli Stati parlamentari, dappoichè noi abbiamo avuto un Governo appoggiato da una maggioranza, non siasi ancora stabilita la misura dei sacrifici che il paese deve fare per provvedere a quella difficoltà, che non siasi ancora definiti tutti i mezzi mediante i quali noi possiamo risolutamente pronunciare: dopo un certo termine di tempo le nostre finanze saranno nello stato normale. Io tuttavia non farò troppo severo rimprovero al Ministero, giacchè, se a rimprovero vi ha luogo, il rimprovero cade sopra noi tutti. Noi ci siamo preoccupati di molte questioni, di molte questioni gravi, di molte questioni importanti, di molte questioni che si riferivano a miglioramenti importanti; ma quelle questioni ci hanno troppo disviati dalla prima, dalla più necessaria di tutte, da quella delle finanze. Io non ne fo rimprovero al Ministero, perchè, non essendo uomo di finanze, non ho altro piano da porgergli che ci conduca alla risoluzione di quella difficoltà; non gliene fo rimprovero, perchè, quando mi separassi da lui, non vedrei a qual parte volgermi dove trovassi più spedita, più facile la risoluzione di questa difficoltà; ma io credo dovergli ricordare che pel nostro Stato, per la nostra nazione, pel nostro Governo, quella delle finanze non è solamente una questione di politica, ma una questione di onore, una questione di probità; che fra questioni politiche non avvene alcuna che abbia la stessa importanza sul nostro avvenire che ha quella dell'erario, poichè, se molte furono le difficoltà che ci si affacciarono dopo il disastro del 1849, i fatti hanno oramai provato a tutti gli uomini sinceri che queste difficoltà noi possiamo superarle, ma i fatti non hanno ancora provato che possiamo risolvere quella delle finanze.

Io sono persuaso che anche questa possiamo risolverla; io non sono punto disposto a trarne argomento di sconforto per l'avvenire del nostro paese, ma credo che per risolverla ci voglia quella perseveranza, quella risolutezza che, come diceva sul bel principio, concentra tutti gli sforzi del Governo, del Parlamento e della nazione intorno ad una sola difficoltà, che fa concorrere tutte le parti, tutti gli uomini politici a quei sacrifici che sono necessari per ridursi in uno stato consentaneo alle regolari condizioni di un reggimento bene ordinato.

Un rammarico si affaccia a tutti noi allorquando ci acco-

stiamo alla questione delle finanze, ed è quello dei malcontenti che suscitiamo nel paese con imporgli nuovi balzelli, dei malumori che possono sorgere contro le nostre istituzioni. Noi abbiamo udito un nostro onorevole collega ricordare uno di questi giorni che lo Statuto costava caro assai.

Io non credo che la giustizia, la libertà dei popoli, che la loro indipendenza si debbano estimare a prezzo d'oro (Bene!), e quando a prezzo d'oro si estimassero le istituzioni sarebbe facile assai l'invitare i nostri concittadini, l'invitare coloro che traggono origine o pretesto dalle nuove gravanze per rimuovere gli animi dal Governo costituzionale che guardino intorno a sè, che vedano se più care che le libertà costituzionali non costino le disgraziate vicende di ribellioni popolari e di usurpazione militare, se non costino più care le oppressioni del dispotismo e le dominazioni straniere! (Bene! Bravo!) Credo adunque che di buon animo e con quel coraggio risoluto che si vuole a chi debbe rimediare ad un male gravissimo, noi dobbiamo, senza preoccuparci di quelle difficoltà, appigliarci a tutti i mezzi, fare tutti i sacrifici che sono necessari per ottenere quest'effetto.

Non vorrei mai, nelle questioni che riguardano gl'interessi generali, mettere innanzi il nome di una provincia, di una parte dello Stato. Ve ne ha una però di cui si è tanto parlato, a cui si è tante volte accennato, che ciascuno di noi non può a meno di rimanere soprappensiero nel dare il suo voto circa l'effetto che vi produrrà la nostra deliberazione. Ci si è discorso molto della Savoia, e ciascuno di noi debbe dire tra se stesso: quale effetto farà in Savoia la deliberazione che noi prendiamo? L'onorevole generale D'Aviernoz, a cui or ora accennava, ci diceva uno di questi giorni che egli non intendeva spingere la sua patria verso la separazione dal Piemonte, al che non pongo alcun dubbio. Egli aggiungeva che ivi prendono incremento le opinioni separatistiche.

Io lo credo sino ad un certo punto; non so però indurmi a credere che l'opinione la quale spinge alla separazione, togliendone occasione e dalle gravanze e dai trattati di commercio, possa essere sincera, e perciò non credo che sia quanto si vuol dire diffusa. Non credo che per timore delle gravanze che noi siamo per imporci possa sinceramente volersi nella Savoia la riunione colla Francia, dove le gravanze sono di gran lunga maggiori, come non credo che perchè si è aperta una porta al commercio francese vi si voglia una riunione, che abbatterebbe assolutamente ogni barriera.

Allorquando io considero dunque come in questo momento la separazione sia apertamente promossa od insinuata da coloro che alcuni anni fa si mostravano più sospettosi verso tutte le idee che venivano di Francia; allorquando io veggo come queste insinuazioni siansi moltiplicate dopo il 2 dicembre, io credo scorgervi piuttosto un'arte di faziosa politica che non l'effetto di una persuasione diffusa largamente in quella provincia. Io ripeto tuttavia ciò che diceva un giorno l'onorevole ministro delle finanze: la Savoia soffre; noi dobbiamo fare molto per la Savoia. Il Governo, spero non dimenticherà questo suo debito; non lo dimenticherà il Parlamento. Ma se lo Stato deve molto alla Savoia, la Savoia debbe pure allo Stato, e gli deve per quella condizione di tutti i consorzi umani in cui conviene che ciascuno si sobbarchi alla difficoltà che i tempi fanno gravare su tutti.

Si è parlato oggi di disuguaglianze, d'ingiustizie che sono nella ripartizione delle imposte; cosicchè sarebbe più gravata la Savoia che non le altre parti dello Stato.

Io non posso farmi a discutere questo punto, non avendo

gli opportuni documenti; egli è certo però che, se questa ineguaglianza esiste, essa debb'essere riparata.

Io credo che ci siano dei motivi rispetto alla Savoia per procedere con molta equità, con molto temperamento nell'applicazione delle leggi che noi siamo per votare; ma non credo che ci siano motivi per fare una cosa così grave, come sarebbe un'espressa deroga alle disposizioni del nostro Statuto, al principio di ogni Governo costituzionale, secondo il quale ciascuno deve egualmente contribuire alle gravanze dello Stato.

Vi ha un'altra obiezione molte volte ripetuta, e che si affaccia assai naturalmente allorquando si tratta d'imporre nuove gravanze, ed è quella di ricorrere prima alle economie. Ma se noi togliamo dal bilancio tutta la parte che riguarda il debito, se noi ci lasciamo quella sola che sopperisce, che basta alle spese ordinarie (e per ora io non mi occupo di quella che spetta alla guerra), se noi prendiamo quella sola parte di spese, possiamo noi dire che nelle economie sieno pronti, che sieno sicuri i mezzi di sopperire alla deficienza delle nostre finanze? Voi tutti sapete che non possiamo noi risparmiare tanto sui servizi di pace. Possiamo noi fare sottrazioni così grandi dall'amministrazione della giustizia, dalle opere pubbliche, dalla istruzione? Sono forse tutti gli esercizi così largamente provveduti che noi possiamo toglierne delle somme enormi? Voi sapete tutti che no. Noi abbiamo già discusso tre volte i bilanci; molte economie sono state proposte, e molte anche, conviene dirlo a lode della Camera, sono state deliberate. Ma non ci fu accennato alcun mezzo per cui, stando quale esso è l'ordinamento dello Stato, si potesse procedere molto più in là nella via delle economie.

Si accennò ad economie di molto maggiore importanza, ma erano tutte economie che non potevano farsi senza una riforma profonda, senza una riforma radicale delle nostre leggi organiche. Nè io certo scongiurerò il Ministero dal promuovere ogni opera affinché presto si arrivi a questa riforma, in guisa che, migliorando l'amministrazione, si migliori altresì l'erario dello Stato; ma non conviene neanche farci illusione sulla grandissima facilità di risparmiare sulle spese riformando le amministrazioni.

Il signor ministro delle finanze ci ha proposto una delle più importanti di queste leggi, quella che spetta all'amministrazione centrale. Io non ne pronuncierò alcun giudizio, io non esprimerò alcuna opinione su questa legge, perchè quest'opinione non ho peranco formata; tuttavia dalle obiezioni suscite conviene confessare che molti credono difficile ad eseguirsi la nuova legge, credono difficile ad attuarsi il nuovo sistema di amministrazione, e dubitano che le economie non siano quali si sperano. Avete in ciò un esempio delle difficoltà che s'incontreranno ogni volta che si vorrà sopperire alle deficienze con economie; il che io non dico, lo ripeto, per allontanarvi da quella via, ma per far sentire che quella via non è tanto facile, non è tanto spedita che noi possiamo cessare dal provvedere col mezzo più sicuro e più spiccio delle nuove imposte, per attenerci ad un mezzo il quale sarebbe assai migliore quando fosse eseguito, ma in cui s'incontreranno pure troppe difficoltà, troppi impedimenti. I grandi dispendi di cui è gravata l'amministrazione di tutti gli Stati dell'Europa dipendono da due cagioni; dalle eccessive regolarità di forme che si volle introdurre dappoi un mezzo secolo, regolarità di forme che fu un bene, ma che finì per divenire un male, ed aggravò ancora gl'inconvenienti a cui si volle rimediare. Da questo sistema si uscirà alla fine, ma allorquando io vedo quante difficoltà si facciano innanzi

alle nazioni che furono una volta, come fummo, e come siamo ancora noi, impigliate nel sistema della concentrazione, io non saprei dire come e quando si potrà venire a capo di altro sistema meno complicato e più economico.

In quanto al mettere tutti i servizi pubblici nelle mani del Governo, questa, o signori, non è l'opera né della rivoluzione francese né dell'impero, è opera assai aggrandita ed estesa di tutte le monarchie continentali d'Europa, che dal XVI secolo in poi raccolsero in sé tutte le operosità che erano già diffuse nei comuni e nelle associazioni private e negli enti morali, per cui ogni cosa cadde nelle mani del principato, il quale rappresentava l'entità nazionale. Fu questo dapprima un grande beneficio che diede nuova unità alle potenze degli Stati, nuove potenze ai Governi.

Ma ormai noi siamo venuti a tal punto, che dobbiamo seriamente preoccuparci a ricondurre la libertà d'azione a tutte le parti del consorzio civile. È su questo problema che tutta l'Europa civile ha rivolto la sua attenzione; ma questo problema non è poi di così facile risoluzione che, aspettandone insieme cogli altri vantaggi anche quello dell'economia, noi possiamo esimerci da nuovi balzelli.

Vi è un'altra grande economia, la sola anzi veramente grande che possa attuarsi fra noi, ed è quella dell'esercito. La forza dello Stato consta di due elementi, dell'esercito e della finanza.

Io credo che, per uno Stato civile, per uno Stato progredito nelle sue condizioni economiche, la finanza sia un elemento assai più importante di forza politica che non l'esercito, perchè anche con un prode ed agguerrito esercito, qualunque sia la contingenza politica che si affacci, non potremmo adoperarlo se non avessimo di che stipendiarlo e sostentarlo.

Io penso perciò che questi due principii si debbano avere dinanzi alla mente ogniquivolta s'imprende a discutere quelle questioni: l'uno, che noi dobbiamo fare tutte le economie possibili sull'esercito; l'altro, che dobbiamo fare tutti gli sforzi che nella nostra condizione sono possibili affine di mantenerci in quel grado di forza militare che è richiesto dalla nostra condizione politica.

Ora, quali economie si potranno fare tenendo lo stesso numero di uomini? Abbiamo ereditato dai tempi andati troppo lusso e nelle spese di amministrazione e negli stati maggiori.

Possiamo noi diminuire di qualche migliaio di uomini il nostro esercito senza menomare sostanzialmente la forza militare del paese? Ma sono questioni di cui ci possiamo così d'improvviso e su due piedi spicciare?

Il problema è difficile, ed è da desiderare che i signori ministri della guerra e delle finanze ci diano i mezzi di risolverlo.

Ed anche in questa questione io mi rammarico che siamo proceduti per quattro anni dopo la guerra senza essersi più inoltrati verso la definitiva risoluzione. Ma al cospetto di queste difficoltà chi oserà dire: non dobbiamo imporre nuovi tributi, perchè dobbiamo corrispondere alle spese con le economie sull'esercito?

Io tuttavia fin d'ora, e senz'aver altri documenti, mi oppongo risolutamente a coloro che vorrebbero fin d'ora pronunciare che la riduzione dell'esercito debba essere il principale mezzo di ristorare l'erario; mi vi oppongo perchè credo che, se procedessimo in questa via, se ci preoccupassimo esclusivamente di questo concetto, noi verremmo ad una condizione che equivarrebbe al disarmo, che equivarrebbe anzi all'abdicazione della parte politica che compete

al Piemonte in Europa ed in Italia. Io mi oppongo a quelli che negano che il paese debba fare dei sacrifici per mantenere una forte milizia, e che contrastano così a tutte le nostre tradizioni nazionali; mi oppongo a quelli che dicono le sorti del paese dovere sempre dipendere dall'uno o dall'altro dei nostri potenti vicini; mi oppongo a quelli che dicono doversi da noi, perchè non siamo tra i grandi potentati, stare colle mani alla cintola, guardando all'aria che spira in Europa. Il vento europeo fu qualche volta favorevole agli Stati secondari, ma solamente a quegli che seppero fortemente approfittarne, e non risparmiarono né a sacrifici d'uomini né a sacrifici di danari. Di sacrifici d'uomini il Piemonte ha dimostrato saperne fare, ed in quel tempo noi avevamo detto che eravamo disposti a fare tutti i sacrifici di sostanze che ci fossero imposti dalla grande impresa in cui ci eravamo messi, ed ora è venuto il tempo di dare effetto a queste promesse.

Ho udito alcune volte rammentare l'antica politica della Casa di Savoia ed accennare come con isforzi anche lievi, in paragone di quelli che in oggi si fanno, d'uomini e di tesoro, essa fosse pervenuta ad ingrandire la sua potenza, e tenere un luogo dei più onorati fra i potentati di second'ordine.

Ma costoro non tengono conto delle mutate condizioni dei tempi; essi non avvertono come noi siamo oggidì, per forza delle cose, o vogliamo o non vogliamo, in Italia i soli rappresentanti della politica liberale. E questa, o signori, è una gloria per noi, ma è questo altresì un pericolo.

Io vi accennava, non è gran tempo, come per cessare questo pericolo, ci convenisse essere prudenti, oggi vi accennerò come convenga esser forti.

Povero cittadino e povero uomo di Stato è quello che predica la prudenza senza raccomandare la forza, come è avvenuto alle imprese temerarie e disperate colui che raccomanda la forza senza la prudenza.

Noi siamo forti mediante l'esercito; non vogliamo, per risparmiarci un sacrificio materiale, rinunciare a questo grande ed efficace elemento di forza e di gloria.

Io entrerò ora in un'altra questione, circa la quale non posso dissimularmi quanto essa possa racchiudere di pericoloso. Procurerò tuttavia di trattarla per modo che dalle mie labbra non isfugga alcuna parola inopportuna. Voglio ricordare alla Camera ed al Governo come noi rappresentiamo soli il principio italiano. Lo ripeto, io non voglio dire alcuna parola che miri a spingere il mio paese ad imprese avventate, ed a tentare ciò che può essere bensì desiderabile, ma che non è possibile.

Nullameno v'ha una singolare condizione di cose, a cui non possono a meno di por mente coloro che tengono conto delle condizioni dell'Europa presente, ed è che gli Stati non furono mai tanto ripugnanti dalla guerra, e che tuttavia essi non fecero mai tanti sforzi d'armi. Onde siffatta contraddizione?

Essa deriva dacchè ciascuno nel suo segreto prevede un momento in cui sia per non più reggere l'edificio politico che di presente esiste, momento che gli uni avrebbero voluto allontanare, gli altri affrettare, ma che però nessun può rimuovere affatto dalle sue più o meno lontane previsioni. (Sensazione)

Se dunque, anche attenendosi alla politica che è più moderata ed abbonda più di cautele, l'Europa tutta prevede pure l'istante in cui siano posti in questione i definitivi ordinamenti de' suoi territori, non sarebbe prudenza, sarebbe funesta imprevidenza per noi il trascurarlo.

V'ha un'altra condizione di cose, che noi possiamo preve-

dere e nella misura del possibile promuovere senza uscire dalle condizioni fatte all'Italia ed all'Europa dai trattati del 1815, ed è quella in cui tutti i Governi, tutti i popoli italiani non soggetti allo straniero, abbiano sulle proprie sorti quell'influenza che hanno sulle loro i grandi potentati d'Europa. Era questa la politica del 1847, e quella che non potrebbe a meno di ritornare in vigore dal giorno in cui tutta l'Italia fosse nella condizione che le assicurarono i trattati; dal giorno in cui gli Stati non dominati dall'Austria, cessassero dall'essere occupati dalle armi straniere, il Piemonte dovrebbe avere una forte milizia per poter tenere in Italia quel grado che gli compete, e per le sue tradizioni, e per la condizione delle cose.

Un generale che ha valorosamente combattuto per l'indipendenza italiana, ci diceva uno di questi giorni: rinunciate al pensiero italiano, e voi sarete più strettamente uniti con una parte degli Stati; rinunciate al pensiero italiano e diminuiranno gli sforzi che voi dovete fare pel vostro esercito, che è il maggiore nostro dispendio.

Ma quando noi, o signori, potessimo rinunciare alle tradizioni che la monarchia sabauda ci ha trasmesso dal momento in cui venne ad impiantarsi al di qua delle Alpi, quando noi potessimo rinunciare alla politica di Carlo Alberto, quando noi potessimo dimenticare il nostro vessillo, quando noi potessimo obliare le parole del proemio del nostro Statuto che proclama la Corona della Casa di Savoia una Corona italiana, quando noi potessimo dimenticare le memorie del 1848 e dire a quelle provincie dello Stato: noi abbiamo cessato di essere italiani; se le difficoltà che ci si annunziano cessassero di là, sorgerebbero da tutte le parti del territorio, e quelle stesse provincie, ne sono certo, non amerebbero essere governate da noi, perchè nessuno al mondo, e tanto meno gli uomini valorosi ed onorati come era colui che ci faceva quell'invito, ama di essere governato da uomini senza onore. (*Bravo! Bene!*)

Credo dunque che l'influenza del Parlamento debba esercitarsi per sollecitare dal Governo un definitivo ordinamento dell'esercito, per sollecitare che quest'ordinamento sia fatto con tutta l'economia che richiedono le condizioni del tempo, le condizioni dell'erario; ma che noi dobbiamo guardarci dall'invitare il Governo ad entrare in una via per cui cesserebbe la forza militare, la forza politica della Casa di Savoia e del paese in cui ella ha sede.

Ragionando di queste cose, udii persone che dicevano non essere mai stata assicurata meglio che ai di nostri l'indipendenza degli Stati secondari, e questo, quando volessimo ritirarci nel solo pensiero piemontese, sarebbe motivo per dimenticare alquanto della potenza militare; ma io mi meravigliavo di udire quelle parole, di udirle in Italia mentre tutta la penisola, tranne due regni, è occupata da armi straniere; mi meravigliavo di udirle in questi tempi quando e Danimarca e Germania, e tutti gli Stati minori d'Europa, tranne forse uno o due, hanno dovuto cedere all'influenza dei grandi potentati. Io, lo ripeto, non sarei entrato in questa questione, ma ho creduto doverci entrare e per le preoccupazioni che in molti si vanno diffondendo, e per certe parole che ho udito in questa Camera. Noi, lo ripeto, dobbiamo preoccuparci delle economie, dobbiamo preoccuparcene molto, ma non a tal segno che ne smettiamo il pensiero della forza militare, della forza politica del Piemonte, dell'avvenire che può essergli assegnato in un tempo più o meno remoto, più o meno incerto.

Le cose che io dicevo fin qui mirano generalmente a dimostrare che il Parlamento debb'essere sollecito di concorrere

col Governo per trovare e dare i mezzi di sopperire alla deficienza della finanza. Certo, quando avremo fatto ciò, quando avremo votato questa legge non avremo fatto tutto per riparare il disordine dell'erario. Molto avrà da fare il ministro che regge questo dicastero, egli avrà da adoperare tutta la sua abilità per metterci in quella via che risolva recisamente la difficoltà, ma io in questo non trovo argomento per negare l'assenso alla legge. Io dico al Ministero: voi non ci avete per anco posto innanzi un piano che tolga tutte le difficoltà della finanza; ma domando alla Camera: quando noi negassimo il consenso a questa legge, quando fossimo ritrosi a consentire le nuove gravanze, sarebbe migliorata la condizione dell'erario? Sarebbe più facile uscire da quest'impaccio, che è il più grave di tutti quelli che ci stanno innanzi?

Io entrero ora a fare qualche osservazione circa la legge che cade in discussione, non per esaminarne il merito, ma per respingere alcune delle obbiezioni che le furono mosse.

Lasciero al mio onorevole amico, il relatore della Commissione, di rispondere all'obbiezione che fu fatta, ch'essa non darebbe una grande entrata al tesoro, e che un altro sistema sarebbe più proficuo, poichè credo che in cosiffatte questioni sia più utile che si addentrino i membri della Commissione, i quali hanno più particolarmente studiati i documenti necessari, ma risponderò tuttavia ad una delle obbiezioni che furono fatte, che, cioè, questa sia una tassa progressiva; al che la risposta mi è resa più facile dalle molte ed esatte cose che furono già dette dal relatore della Commissione, il quale dimostrò come il sistema proposto impedisca di prendere una quota maggiore al povero che non al ricco. L'imposta progressiva ha alcunchè che seduce gli spiriti (e tutti gli errori che hanno qualche corso non possono a meno di averlo); ci si viene dicendo che essa prende del superfluo al ricco per risparmiarlo al povero. Ma essa presenta due inconvenienti assai più funesti: essa distrugge nella sua sorgente il capitale, essa non rispetta la proprietà, perchè confisca in qualche modo ciò che è reputato superfluo. Noi, o signori, accettando la legge, non entriamo in questa via, non guardiamo a ciò ch'è posseduto, ma a ciò ch'è speso in quel genere di dispendi che apparisce agli occhi di tutti. Non è questa una tassa sulla rendita, perchè l'inconveniente di tale tassa si mostra in ciò, che essa dà luogo ad un'inquisizione molesta, ad un'indagine impossibile; qui la tassa non colpisce se non ciò che in fatti apparisce.

Non è opposta all'articolo 25 dello Statuto, secondo il quale i cittadini contribuiscono indistintamente nella proporzione dei loro averi ai carichi dello Stato, giacchè quest'articolo non va inteso per modo che quelle sole gravanze siano legittime, le quali si ripartiscono su ciascun cittadino nella proporzione dei suoi averi; poichè noi verremo con ciò a condannare tutte le imposte indirette, noi verremo a condannare una gran parte dei balzelli con cui si sopperisce all'erario; ma questo articolo vuole intendersi in questo senso, che quando si tien conto degli averi dei cittadini, che quando si grava la proprietà non si faccia luogo ad alcun privilegio che tanto pesi l'imposta sull'uno, quanto pesa sull'altro. E certo si farebbe contro il disposto dello Statuto allorchando si ammettesse quel principio d'imposta progressiva, secondo il quale paga più la sostanza del ricco, e meno quella del povero; ma allorchando poniamo tasse sul consumo, allorchando noi cerchiamo quei consumi che danno più fondata presunzione di opulenza, ed a quelli di preferenza ci rivolgiamo per trarne un'imposta, non contravveniamo alla lettera dello Statuto, e, quel che è più, seguiamo i dettami della giustizia.

Il Governo nello stabilire le imposte deve avere di vista i vari fatti che gli appalesano l'esistenza della ricchezza, e prelevarne quella parte che si fondi su di un fatto evidente, che, cioè, sia consentanea alla giustizia pel modo in cui è distribuita, che non distrugga il capitale nazionale e che sia meno molesta a chi la paga. Ed appunto per soddisfare a quella condizione il Governo è obbligato a trarre da varie fonti la sorgente dell'imposta.

Uno dei nostri colleghi deplorava in questa discussione la fecondità del ministro delle finanze nel proporvi le leggi d'imposta; io non deploro questa fecondità, deploro la necessità che ci rende necessaria questa fecondità, perchè se tutto ciò che noi domandiamo allo Stato dovesse trarsi da una fonte sola, il paese non potrebbe mai sopperire, non dico alle straordinarie gravanze che si propongono oggi, ma nemmeno alle ordinarie di uno Stato che si restringesse alle più sottili economie.

Io credo avervi addimostrato che è urgente provvedere alle finanze dello Stato, alle quali non possiamo sovvenire senza ricorrere alle gravanze, che sarebbe un'illusione volervi rimediare per mezzo delle economie sulle spese ordinarie, che delle economie si potranno fare per mezzo di leggi organiche, ma che queste non sono nè così spiccie, nè così facili che ci dispensino dal ricorrere a queste sorgenti.

Io vi ho dimostrato che noi dobbiamo rinunciare, o piuttosto non dobbiamo accogliere l'idea di sopperire alle spese dello Stato, rinunciando al grado militare, al grado politico che tiene il Piemonte; credo avervi dimostrato che la legge presente non è contraria allo Statuto, non è contraria ai principii di giustizia e di eguaglianza; credo adunque, nella coscienza di deputato e di cittadino, di dare il mio voto alla legge; ma nel deporre questo voto io non ometterò dal dare pure un consiglio al Ministero, di adoperarsi con ogni opera, di fare ogni suo sforzo, di occuparsi di questa prima che di ogni altra questione, di dare un assetto definitivo alle finanze affinché noi sappiamo quali sono i sacrifici che noi dobbiamo fare.

I sacrifici il Piemonte li supporterà in quella misura che è voluta dalla necessità e dall'onore, ma conviene che tutti, il Governo ed il Parlamento, si adoperino a renderli più leggieri, a procurare che nel mentre ci sottostiamo, siamo consolati dalla speranza di vederne l'effetto a cui intendiamo. *(Bravo! Bene!)*

PRESIDENTE. Il deputato Jacquier ha la parola.

JACQUIER. Messieurs, mon intention n'est pas de parler contre la loi en elle-même. Mes opinions sont certainement d'accord avec les pensées qui ont dirigé les principes fondamentaux de la loi, et ma position devient d'autant plus pénible, qu'en approuvant le système de la loi je viens appuyer l'amendement de M. Brunier pour l'ajournement de la mise à exécution de la loi elle-même. En effet, admettre un principe et en demander l'ajournement paraît, jusqu'à un certain point, une anomalie que, cependant, je vais essayer de justifier.

Je comprends parfaitement la position dans laquelle je me trouve vis-à-vis du pays que j'ai l'honneur de représenter avec mes collègues, et par suite celle qui m'est faite devant le Parlement; ce pays ne peut s'adresser directement au Ministère et lui reprocher de l'avoir oublié.

Moi-même, à mon tour, je ne dois pas m'adresser à lui, mais au Parlement.

Le Gouvernement propose des lois pour l'universalité du pays; les demandes d'exception que peuvent faire les membres du Parlement, doivent s'adresser à la Chambre. En y faisant allusion, l'honorable député Bon-Compagni nous a

entretenus de l'égalité qui nous est obligatoire devant le Statut.

C'est parfaitement vrai en principe; mais il est aussi incontestable que chacun doit concourir aux charges de l'Etat, en proportion de ses moyens, et en proportion de ses facultés.

Déjà l'honorable Brunier, de concert avec ses collègues, a développé de longues et justes considérations en chiffres et raisonnements, qui démontrent qu'en matière d'impôts la Savoie a, jusqu'ici, payé une part proportionnelle excédant celle qu'elle aurait dû rationnellement supporter.

A cet égard, ce sont là des chiffres officiels contre lesquels il n'y a rien à dire, et qui prouvent que notre part égalitaire est même dépassée, surtout en matière territoriale, puisque nous payons le onzième de la contribution foncière, bien que nous ne produisions pas plus du vingtième, comparaison faite avec le Piémont.

Je n'entends pas revenir là dessus; ce dont je veux vous entretenir, en peu de mots, c'est de l'exception unique où se trouve la Savoie et les contribuables. *(Rumori)*

Messieurs, en vous entretenant de ces détails, fixer votre attention est chose difficile, je le sais, mais je n'en abuserai pas longtemps. Je vous citerai simplement un exemple.

Je suppose, messieurs, que les provinces du Piémont, les plus fertiles, celles qui produisent les plus de riz, soient attaquées d'une maladie telle que chaque année leurs récoltes, source de leur prospérité, après avoir présenté les apparences les plus flatteuses, viennent tout-à-coup à être détruites; je suppose encore qu'une autre province fertile dans la production du maïs, après avoir fondé sur ses récoltes les plus belles espérances, les voie subitement anéanties; si un tel malheur venait frapper une ou deux de vos provinces du Piémont, votre première impression serait de vous écrier: quelle misère! quelle perturbation dans la fortune publique! Cependant, ces provinces, messieurs, ne cesseraient pas d'être égales devant le Statut, comme le Statut ne cesserait pas d'avoir sa force et sa vertu; mais cela n'empêcherait pas non plus que ces provinces fussent complètement malheureuses, ruinées, et dans l'impossibilité de payer non-seulement les impositions anciennes, mais les impositions nouvelles.

Voilà positivement, messieurs, la situation de la Savoie. *(Rumori)*

Vous avez tort de murmurer; si la Chambre ne veut pas m'entendre, je ne demande pas mieux que de ne pas parler. Mais si je parle, mon devoir est de dire la vérité en tout et à tous, et je ne veux pas avoir à me reprocher de vous avoir rien laissé ignorer, ni de la Savoie, ni du sort que votre décision va lui faire.

Le Parlement refusera, c'est son droit, mais notre obligation, à nous, c'est de vous bien informer de la situation, et je crois même, si vous voulez que je vous dise toute ma pensée, que notre proposition est celle qui, si elle était acceptée, servirait le mieux les intérêts du Gouvernement.

Eh bien! en cette circonstance, je le répète, un événement malheureux depuis sept à huit ans se perpétue dans nos pays avec une telle gravité que la fortune territoriale a perdu la moitié de sa valeur, parce que le revenu de chaque année est diminué d'autant.

Retenez que nos agriculteurs arrivent au milieu de l'hiver, et qu'alors les moyens ordinaires d'alimentation s'arrêtent tout-à-coup. Autrefois la récolte des pommes de terre

suffisait d'une année à l'autre ; aujourd'hui c'est à peine si elle fait le tiers de l'an.

D'ordinaire, dans le mois de janvier, on n'en use plus dans les ménages qu'avec une certaine parsimonie, tandis qu'autrefois, toute l'année, à tous les repas de l'hiver, de l'été, dans toutes les soupes, chez tous les cultivateurs, ouvriers des villes et des campagnes, dans les ménages du pauvre, ou de l'homme aisé, la potée de terre était au premier rang des aliments, et dans les campagnes l'aliment radical de l'alimentation des gens et des bestiaux.

Combien ces temps sont changés ! Alors, à défaut du tubercule, le cultivateur consomme sa farine et tue plus de bétail ; il suit de là que sa consommation emporte aujourd'hui toute l'économie qu'il pouvait faire autrefois ; et de fait, il en est résulté que s'il est cultivateur-propriétaire, il mange et consomme les seules valeurs avec lesquelles d'ordinaire il faisait honneur à ses affaires ; s'il est fermier, il mange et consomme les seules valeurs avec lesquelles il pouvait, chaque année, payer sa cense, et, ce qui revient au même, il force son propriétaire à vivre de ses capitaux.

Il y a six à sept ans que ce fatal résultat a été éprouvé, et nous le subissons encore. Les propriétaires, pour garder leurs fermiers, ont tous dû faire d'énormes sacrifices sur les censes, et des rabais considérables sur les censes futures.

Les propriétaires-cultivateurs eux-mêmes ont dû renoncer à compter sur les mêmes produits.

Eh bien ! messieurs, à quoi nous conduit la proposition Brunier ? A accorder à la Savoie débitrice le délai que tant d'autres ont accordé à leurs débiteurs, à donner répit, faire un rabais. Chose qui s'est faite dans toutes les transactions en Savoie durant les années dernières ; chose exceptionnelle, c'est vrai, mais justifiée par une exception douloureuse, ou ce qui revient dire que, chacun devant contribuer suivant ses facultés, la Savoie qui, par exception, a perdu une partie de ses facultés ne doit pas payer une partie des impôts.

Là, messieurs, peuvent se borner mes observations.

J'aurais pu revenir dans la question politique, si vivement passionnée à l'avant-dernière séance, mais je n'en vois plus l'utilité en ce moment, et je reste au seul amendement.

Je dirai seulement, après l'honorable député Bon-Compagni que je sens tout ce que la position des Etats sardes a de difficile en ce moment.

Je crois aussi apprécier, aussi bien que lui, tout ce que l'avenir peut lui réserver dans un rôle honorable, suivant telle ou telle chance.

Et c'est précisément parce que je sens cette position, parce que je pressens cet avenir, que j'aurais voulu que le Parlement eût saisi cette circonstance pour donner à la Savoie une preuve toute particulière de sa sympathie et de bon souvenir.

Il est peut-être tel jour, telle heure, messieurs, où vous seriez enchantés de pouvoir lui dire : *Nous avons tenu fidèlement la parole*, et exécuté les promesses faites en 1849. La Savoie, messieurs, n'a pas seulement un peuple laborieux, intelligent, mais un peuple fier et surtout jaloux observateur de la foi jurée, c'est le type caractéristique de notre nationalité.

Or, messieurs, pensez-y bien, l'amendement que nous vous présentons est la plus belle, la plus favorable occasion de donner au peuple savoisien une preuve sympathique

de la réalité de vos promesses, et de telles pensées se recommandent si naturellement qu'il suffit de les rappeler à la toute-puissance de la Chambre.

BACHET. Messieurs, mon honorable collègue et ami Brunier vous a démontré, avec la lucidité qui lui est habituelle en matières économiques, que la Savoie avait jusqu'à ce jour supporté des impôts proportionnellement supérieurs à ceux payés par les autres provinces de l'Etat. De cette démonstration il a conclu à l'exemption au moins temporaire en faveur de la Savoie de l'application des nouvelles lois d'impôts qui vont être discutées, et probablement adoptées par ce Parlement.

Il nous a prouvé que cette exemption n'était nullement contraire au Statut ; que loin de là, elle n'en était que la conséquence, l'application. En effet, le Statut, consacrant l'égalité répartition des charges entre tous les citoyens, entre toutes les parties de l'Etat, il en résulte nécessairement que si, pendant un laps de temps, une province a payé des impôts proportionnellement plus élevés que ceux supportés par les autres, cette province doit, dans un laps de temps subséquent, être exonérée, indemnisée.

Je m'unis donc à la proposition de mon ami Brunier, et je viens l'appuyer de quelques considérations.

Parmi toutes les considérations qu'on peut faire valoir à l'appui de cette proposition, une surtout m'a profondément frappé, et c'est sur elle que je viens appeler votre attention. C'est celle qui découle de la comparaison de la situation agricole et industrielle de la Savoie vis-à-vis des autres parties de l'Etat. Je vais vous faire comprendre combien est grande, sous ce point de vue, l'infériorité de la Savoie ; infériorité qui ne provient, notez-le bien, ni de la nature de son sol, ni de la faute de ses habitants, mais seulement et uniquement de sa position géographique, et surtout de sa position politique.

La Savoie, vous le savez, messieurs, a pour produits naturels principaux les bestiaux, les fromages, les bois et les métaux. La vente la plus avantageuse qu'elle pourrait retirer de ces produits, serait celle qu'elle en opérerait sur les marchés de la France. D'abord, elle ne rencontrerait là que peu ou point de produits similaires. En second lieu, la proximité des deux pays rendrait les transports faciles et peu dispendieux, surtout en profitant de la voie d'eau. Mais la douane française est une barrière infranchissable qui repousse impitoyablement cette exportation.

Si la Savoie se tourne du côté du nord, elle rencontre la Suisse. Là, l'exportation ne lui est point non plus permise. La Suisse possède un sol en tout semblable à celui de la Savoie. Comme la Savoie, elle produit des bestiaux, des fromages, des bois et des métaux, et à aussi bon marché qu'elle. La Savoie ne peut donc espérer lui vendre ses produits. Que si, exceptionnellement elle produisait quelques-unes de ces marchandises à meilleur compte que la Suisse, la douane fédérale, quelque peu élevé que soit du reste son tarif, serait un obstacle suffisant pour refouler ces marchandises sur l'intérieur de la Savoie.

Force donc est à la Savoie de se retourner du côté du midi et de venir chercher un débouché à ses produits sur les marchés du Piémont. Mais ici pour elle les embarras sont grands. Le prix du transport s'augmente de toute la longueur du trajet à parcourir, de toute la difficulté de la traversée du Mont-Cenis, et enfin de l'insensible droit de barrière placé au haut de cette montagne, obstacle artificiel et légal qui couronne un obstacle naturel.

La Savoie est donc obligée de renoncer à son champ de

vente naturel, la France, qui est à ses portes, pour venir chercher dans le Piémont un débouché lointain et coûteux. Elle perd donc évidemment chaque année toute la différence de prix de transport qui résulte de la comparaison du trajet de Savoie en France avec celui de Savoie en Piémont.

Et cette perte, messieurs, est énorme. Il y a plus. Cette augmentation de frais de transport est telle que, pour certaines marchandises lourdes, elle équivaut à une véritable prohibition. C'est ainsi que nos bois, nos bois de construction, n'ont jamais pu et ne pourront jamais venir en Piémont. Voilà une de nos principales branches de production tarie dans sa source ! Il y a là plus qu'une perte de frais de transport.

En résumé, la Savoie voit son exportation refoulée à l'ouest par la douane française, au nord et à l'est par la similitude des produits de la Suisse, et il ne lui reste vers le midi qu'un débouché factice, le Piémont ; débouché qu'elle n'atteint qu'avec peine, avec effort, avec perte continuelle et considérable. Elle est, en définitive, dans la position d'un homme qui serait forcé d'acheter de ses voisins tous les objets nécessaires à son existence et qui ne pourrait lui vendre ses propres produits qu'à soixante lieues de distance et par-delà une chaîne de montagnes. La position de cet homme serait évidemment précaire. Quelles qu'ussent pu être dans le principe son aisance, sa fortune, cette aisance, cette fortune diminueraient graduellement d'année en année, et il arriverait fatalement, inévitablement, dans un terme donné, à une ruine complète.

Messieurs, je n'ai rien exagéré ; telle est exactement, au point de vue agricole et industriel, la situation de mon pays. L'expérience l'a déjà prouvé : il descend forcément chaque année d'un degré de plus vers la misère, et le temps n'est pas éloigné où il arrivera irrésistiblement à un véritable désastre, à une ruine entière.

Un pareil état de choses appelle évidemment un remède prompt et énergique. Mais le seul remède efficace, le seul remède direct consisterait dans l'abaissement de droit du tarif douanier français. Or, messieurs, vous le savez, la France est encore trop éprise des doctrines protectionnistes pour qu'on ose raisonnablement espérer que, d'ici à de longues années, notre Gouvernement puisse, quelle que soient d'ailleurs ses bonnes intentions, obtenir de la France par ses négociations le résultat désiré pour la Savoie. Le remède direct étant donc pour le moment d'une obtention impossible, il incombe au Gouvernement de chercher et d'appliquer un autre remède provisoire pour obvier à la cause permanente de l'appauvrissement graduel de la Savoie. Eh bien, ce remède vous est indiqué par la proposition de mon ami Brunier. Il consiste dans l'exemption au moins temporaire en faveur de la Savoie des nouveaux impôts qui vont être votés.

J'arrive à un autre ordre d'idées. L'honorable député Brunier, pour étayer sa proposition, est remonté à des paroles, à des promesses prononcées dans cette enceinte à une autre époque. Ces paroles et ces promesses, provenant des honorables députés Ricci et Rattazzi, devaient avoir pour effet d'assurer à la Savoie que jamais elle n'aurait supporté ni directement, ni indirectement les frais des campagnes de Lombardie. Ces paroles, messieurs, seront, sans doute, contestées, et de fait, je l'avoue, elles sont contestables par leur ancienneté même. Pour mon compte je ne remonterai point si haut ; je m'appuierai sur des paroles qui ne seront reniées ici par personne et qui ne le seront notamment pas par l'hono-

rable ministre des finances, car ce sont ses propres paroles, ses propres promesses que je vais rappeler.

Dans la séance du 9 avril dernier, dans le remarquable discours qu'il a prononcé à l'occasion de la discussion du traité avec la France, l'honorable ministre disait :

« Venons à la question savoyarde. La Savoie est dans une position difficile : elle a droit à ce que le Gouvernement se préoccupe spécialement de son sort.

« La Savoie est mécontente ; nous pouvons pas nous le dissimuler.

« La Savoie trouve pénible d'avoir à supporter de nouvelles charges ; elle trouve dur d'être obligée de solder des dépenses qui sont la conséquence d'événements qu'elle n'a peut-être pas appelés de ses vœux. Je reconnais qu'il y a quelque chose de fondé à cela.

« Aussi, je l'avoue franchement, de toutes les parties de la tâche pénible qui m'est confiée, la plus douloureuse pour moi est celle qui a rapport à la Savoie.

« Toutes les fois que je suis obligé de proposer un nouvel impôt, ce sont les difficultés de son application au delà des Alpes qui m'inquiètent davantage.

« Messieurs, le Gouvernement reconnaît qu'il a des devoirs spéciaux à remplir vis-à-vis de la Savoie : qu'il doit non-seulement veiller au maintien de ses franchises et de ses libertés, mais qu'il doit songer à ses intérêts matériels au moment où il lui impose des charges nouvelles. »

Telles sont, messieurs, les paroles textuelles prononcées par monsieur le ministre des finances, telles que je les ai trouvées relatées dans la *Gazette officielle*.

Je les reprends. Il nous dit : « La Savoie est dans une position difficile. » Mais c'est précisément ce que nous avons cherché à vous démontrer, monsieur Brunier, monsieur Jacquier et moi. Sur ce premier point l'honorable ministre des finances est donc d'accord avec nous.

Il ajoute ensuite : « elle a droit à ce que le Gouvernement se préoccupe spécialement de son sort. » Mais c'est précisément ce que nous vous demandons, monsieur Brunier, monsieur Jacquier et moi. Tel est le but de la proposition de mon ami Brunier, proposition à laquelle nous nous sommes associés. Sur ce second point, l'honorable ministre semble donc également être d'accord avec nous.

En somme on croirait qu'au moment où il prononçait les phrases que je viens de rappeler, l'honorable ministre des finances ait prévu la demande que nous devons faire aujourd'hui, et qu'il ait voulu y donner implicitement son adhésion anticipée.

Mais plus loin monsieur le ministre ajoute encore : « La Savoie trouve dur d'être obligée de solder des dépenses qui sont la conséquence d'événements qu'elle n'a peut-être pas appelés de ses vœux. Je reconnais qu'il y a quelque chose de fondé à cela. »

Ici, que monsieur le ministre me permette de lui dire, il a employé une expression inexacte. En faisant allusion aux événements dont il voulait parler, il a eu tort de dire que la Savoie n'avait peut-être pas appelé ces événements de ses vœux. Messieurs, la Savoie, ou tout au moins la Savoie libérale, et c'est, quoi qu'on en dise, l'immense majorité de sa population, a suivi d'un œil sympathique la guerre de l'indépendance. Elle a applaudi à cette manifestation de l'idée de la nationalité italienne. Et non-seulement elle y a applaudi, mais elle y a concouru. Elle a envoyé ses enfants sur le champ de bataille ; elle a consacré à cette cause son sang et son argent. (*Bravo ! — Ê vero !*)

L'expression de monsieur le ministre n'était donc pas juste.

Ce qu'il aurait dû dire en revanche c'est que les résultats de ces événements, les conséquences de cette guerre, n'intéressaient pas d'une manière directe la Savoie; et en effet, si la nationalité italienne se fût alors reconstituée, cette reconstitution fût arrivée au milieu de circonstances telles, qu'il est probable que la Savoie n'eût pas fait partie de cette nationalité.

La Savoie à cette époque n'a donc pas agi dans son intérêt direct; elle n'a été mue que par un sentiment de sympathie politique, par un sentiment de générosité que vous pouvez encore mettre à l'épreuve, et qui se renouvellera, j'en suis certain! (*Bravo!*) Bien différente en cela du parti réactionnaire savoisien, qui aujourd'hui, ne laisse percer des vœux séparatistes que pour apporter des entraves à la marche d'un Gouvernement qui s'avance franchement, loyalement, je le crois, dans la voie du constitutionnalisme et de la liberté, la Savoie libérale d'alors a comprimé ses désirs secrets, étouffé ses aspirations intérieures, pour ne nuire en rien à la cause italienne, pour ne pas enlever un seul de ses soldats au drapeau de l'indépendance.

Et elle a bien fait. Elle a agi avec noblesse, avec générosité, avec désintéressement, au point de nous rendre fier de lui appartenir.

Mais, messieurs, je vous le demande, acceptez-vous toujours sans jamais en tenir compte cette générosité, ce désintéressement? Voudrez-vous que le Piémont demeure en reste avec la Savoie? (*Bisbiglio*) Voudrez-vous ne reconnaître jamais son dévouement? Eh! voyez: elle est encore aujourd'hui d'une modestie admirable dans ses réclamations. Elle ne vous demande rien pour le passé. Elle a accepté, et elle accepte toutes les pertes faites, tous les sacrifices consentis par elle, volontairement et de grand cœur, dans l'intérêt de votre cause. Elle ne vous parle que pour l'avenir. Elle vous fait voir qu'elle est appauvrie, épuisée; qu'elle est dans l'impossibilité physique, matérielle, de supporter l'application de nouveaux droits d'impôts.

Elle ne refuse pas les anciens; elle vous demande seulement, pour les nouveaux, un moment de répit. Et encore elle ne rejette pas d'une manière indéfinie, absolue: elle vous supplie seulement, par notre bouche, de lui donner le temps de récupérer un peu ses forces perdues, de recouvrer enfin la possibilité de supporter ces nouvelles charges.

Tel est le sens, tel est le but de la proposition de mon ami Brunier, proposition à laquelle je m'associe entièrement.

Cette proposition est empreinte d'un trop grand esprit de justice et d'équité pour que vous n'y avez pas égard. J'en ai, messieurs, la conviction entière, la parfaite assurance, vous ne la repousserez pas.

CAVOUR, *ministro delle finanze, di marina e agricoltura e commercio*. Messieurs, c'est avec regret...

VALERIO LORENZO *ed alcune voci*. Parli italiano.

CAVOUR, *ministro delle finanze, di marina e agricoltura e commercio*. Rispondo ai deputati della Savoia e debbo parlare in francese. Faccio inoltre osservare che questa disposizione è nello Statuto; cosicché non capisco come si possa farmi opposizioni perché di essa mi valgo.

Messieurs, c'est avec regret que je dois prendre la parole pour m'opposer à la proposition de l'honorable député Brunier et tâcher de répondre aux arguments avec lesquels l'honorable préopinant et ses amis les députés Bachet et Jacquier l'ont appuyée.

L'honorable député Brunier a tâché d'établir, par une suite de calculs, que la Savoie contribuait dans une proportion plus forte que les autres parties de l'Etat aux charges

fiscales. Je ne puis pas suivre monsieur le député Brunier dans tous ses calculs, mais il me sera facile de lui démontrer qu'ils sont sans fondement. En effet, messieurs, nos impôts sont de deux natures: les impôts directs et les impôts indirects. Quant aux impôts directs, l'honorable monsieur Brunier vous a dit que la Savoie supportait une charge plus forte que les autres parties de l'Etat, attendu qu'en Savoie l'impôt direct a été établi d'après le cadastre qui a été créé dans le siècle dernier avec autant de soin que de régularité.

Cette circonstance, messieurs, prouve absolument le contraire de ce que voulait prouver l'honorable monsieur Brunier. Justement parce que la Savoie a un cadastre bien fait, l'impôt se trouve mieux réparti que dans les autres provinces de l'Etat, et comme il a plus de 100 ans de date, il en résulte que l'impôt qui est établi par ce cadastre est plus faible qu'il ne l'est pour les autres provinces de l'Etat.

En effet, messieurs, la Savoie ne paie, si je ne me trompe, pas plus d'un million d'impôt direct. Or l'impôt direct pour tout l'Etat passe 11 millions, s'approche même de 12 millions, indépendamment de la Sardaigne. Par conséquent la Savoie ne paie que la onzième ou la douzième partie de l'impôt des provinces de terre-ferme. Or, la Savoie, soit par sa population, soit par la richesse nationale, représente bien plus que la onzième ou douzième partie de la population et de la richesse des autres provinces de l'Etat. S'il y a des provinces qui auraient le droit de se plaindre de l'impôt et des charges directes, ce n'est sans doute pas la Savoie.

Il y en a d'autres qui sont dans une condition plus défavorable qu'elle; telles sont, par exemple, les provinces de la Ligurie; il y a d'autres provinces moins favorables encore que celles de la Ligurie, je citerai en particulier celles qui se trouvent entre la Sesia et le Tésin.

Certainement dans ces pays, où l'impôt est assis d'après le cadastre du royaume d'Italie, l'impôt ne peut être 2 et 3 fois plus fort qu'il ne l'est en Savoie.

Quant aux impôts indirects, comme le système est absolument le même d'un côté des Alpes que de l'autre à l'exception des lois sur les gabelles, il est évident que si la Savoie, comme le prétend l'honorable monsieur Brunier, a payé davantage, c'est qu'elle a consommé davantage, c'est qu'il y a chez elle plus de transactions.

Si elle a consommé plus de sel, c'est que la population avait le moyen de s'en procurer davantage. Encore par rapport à cet intérêt, je dirai que la Savoie est plus favorisée que les autres parties de l'Etat et je vais le prouver. Qu'est-ce que l'impôt sur le sel? C'est la différence de prix qu'il y a entre celui qu'il coûte au Gouvernement, et celui auquel le Gouvernement le vend aux contribuables. Or le sel coûte beaucoup plus au Gouvernement en Savoie qu'en Ligurie et en Piémont. En Ligurie il lui coûte 2 francs les 100 kilogrammes, en Piémont 6 francs, et en Savoie 11 à 12 francs. Le Gouvernement le vend 50 francs les 100 kilogrammes; c'est donc une recette de 28 francs qu'il perçoit dans la Ligurie, de 24 dans le Piémont, et de 18 seulement dans la Savoie sur 100 kilogrammes de sel.

C'est évident: ainsi l'impôt du sel est moins fort en Savoie qu'il ne l'est en Piémont; si nous adoptions le système français, si nous abandonnions le monopole du sel et que nous frappions de droits de douane énormes cet objet de consommation, il arriverait que la Savoie le paierait plus cher que la Ligurie et le Piémont. Si l'on consommait en Savoie plus de tabac, c'est que cette province en avait le moyen, et ce serait plutôt à mon avis un signe d'aisance que de misère.

Un seul impôt peut de prime abord paraître plus vexatoire pour la Savoie ; c'est celui des douanes. Il faut observer que la Savoie étant entourée de douanes, cet impôt est plus lourd pour elle que pour le reste des Etats. Toutefois, il faut le dire, le résultat de cet impôt était corrigé par un remède peu légal, il est vrai, mais assez efficace, qui était la contrebande. La contrebande se faisait en Savoie sur une échelle beaucoup plus vaste que sur la plupart des autres provinces de l'Etat, sauf peut-être la province qui borde le lac Majeur. Sans doute les douanes gênent assez la Savoie, mais je ne crois pas qu'elles lui imposent une charge excessivement lourde, et je puis affirmer que la réforme douanière n'a eu nulle part un effet aussi profitable qu'en Savoie ; nulle part l'impôt des douanes n'a été évité autant qu'en Savoie. Il est notoire que dans le Faucigny les 9/10 du sucre et du café, avant la réforme du tarif, y étaient introduits par contrebande.

Il y a encore l'impôt sur les actes légaux qui se font, et qui consiste dans l'enregistrement et le timbre. Peut-être cet impôt pèse-t-il plus en Savoie que dans les autres parties de l'Etat ; mais il y a à cela deux motifs : c'est d'abord que la propriété est très-divisée en Savoie et ensuite que nulle part les habitants n'attachent un aussi haut prix à la propriété qu'en Savoie. Cet amour pour la propriété a été poussé jusqu'à la passion et a produit de funestes résultats qui ont amené la souffrance actuelle.

Avant 1848 il y avait en France et à Genève des bandes noires très-riches, très-puissantes qui ont opéré sur une échelle immense en Savoie. Elles ont acheté de grands domaines et de petits domaines qu'elles ont payés des prix presque fabuleux.

Quand on se reporte aux contrats de 1844, 1845 et 1846, on ne peut pas comprendre comment les agriculteurs ont pu payer des prix aussi élevés que ceux auxquels les bandes noires ont livré les terrains.

JACQUIER. Ces terrains n'ont pas été payés.

CAVOUR, ministro delle finanze, di marina e d'agricoltura e commercio. Et ce fut là une des causes de l'appauvrissement de la Savoie.

Comme il y avait eu des exagérations d'un côté, il devait nécessairement y avoir une réaction de l'autre ; et quand bien même les événements politiques n'auraient pas eu lieu, ces prix étant beaucoup trop élevés, il devait nécessairement avoir une réaction.

La révolution de 1848 est arrivée par là-dessus, elle a déprécié les valeurs de terre et a rendu beaucoup plus considérable cette réaction et les conséquences de cette réaction, c'est-à-dire la gêne et l'embaras des nombreux cultivateurs qui avaient acheté des terres à crédit.

Voilà, messieurs, une des causes de la gêne de la Savoie. Que ces messieurs me permettent de le dire, cette cause a eu beaucoup plus d'effet que la guerre de Lombardie.

Cette gêne vient donc de la réaction dans le prix des terrains par suite de l'excès de la spéculation d'un côté et des événements politiques de l'autre, auxquels notre Gouvernement était étranger.

Je crois donc pouvoir affirmer que la Savoie n'a pas été plus maltraitée que les autres provinces par rapport aux impôts, mais au contraire qu'elle a été favorisée, parce que jusqu'à présent l'impôt des gabelles n'a pas été étendu aux provinces au-delà des Alpes.

Sur le rapport des travaux publics, si nous en exceptons les chemins de fer, je crois qu'aucune province de l'Etat n'a reçu une part plus considérable de l'argent que le trésor consacre, toutes les années, aux travaux publics.

En effet, messieurs, si vous faites attention aux routes royales qui sont à la charge de l'Etat, il n'y a aucune partie du royaume qui possède, en raison de sa population et de son territoire, une plus grande quantité de routes royales qu'en a en ce moment la Savoie. Elle est la seule partie des Etats où l'on exécute aujourd'hui des travaux de quelque importance.

La condition des finances a obligé le ministre des travaux publics à suspendre la plupart des grands travaux ; il les a restreints partout, excepté pour la Savoie.

En effet, messieurs, je crois que la Savoie ne peut pas se plaindre du Gouvernement, sous le rapport financier. Elle a été soumise à une suite de combinaisons malheureuses ; elle a eu à se plaindre de la Providence, qui lui a envoyé un fléau dont la plupart des autres provinces de l'Etat ont été préservées : la maladie des pommes de terre.

M. Jacquier a fait observer, et ce n'est pas moi qui le contredirai, que cette maladie, qui n'a pas encore disparu, et qui l'année dernière a encore sévi, a produit des conséquences beaucoup plus fâcheuses de l'autre côté des Alpes, que de ce côté. C'est là un malheur que je déplore autant que qui que ce soit.

Mais, messieurs, ces circonstances, indépendantes de l'action du Gouvernement, sont elles de nature à faire que nous devions adopter une exception pour la Savoie ? Que nous devions, en matière de lois d'impôts (permettez-moi de vous le dire) nous éloigner, pour un moment, des principes établis par le Statut, qui veut l'égalité des charges ? Je ne le crois pas parce que je pense que les lois d'impôts, telles que nous les avons proposées, appliquées avec modération, avec intelligence, ne sont pas de nature à ce que la Savoie ne puisse les supporter. La loi surtout actuelle est tellement en harmonie avec les principes de la justice et de l'équité, qu'il n'y a pas de motif qui puisse en exclure l'application de quelque province de l'Etat. Ceux qui l'ont combattue n'ont pas fait attention qu'elle ne frappe que les personnes riches ou dans l'aisance, et qu'elle épargne entièrement les classes pauvres.

Ainsi, ce ne seront que ceux qui ont plus que le nécessaire qui seront atteints par cette loi ; et, l'honorable monsieur Brunier, ainsi que l'honorable monsieur Jacquier, ne contesteront pas qu'en Savoie il y ait beaucoup de monde qui soit dans une condition non-seulement d'aisance, mais de richesse. Je connais beaucoup de personnes en Savoie qui ont de très-grandes fortunes.

Je vous citerai un fait que l'on ne contestera pas non plus ; c'est que beaucoup de Savoyards ont de grands domaines en Piémont, tandis qu'il n'y a pas de Piémontais qui en possèdent en Savoie. Je connais des personnes qui ont jusqu'à 100, 200, 300,000 livres de rente en Piémont.

BRUNIER. Comment voulez-vous qu'ils viennent acheter nos rocs ? (*Ilarità*)

CAVOUR, ministro delle finanze, di marina e d'agricoltura e commercio. Enfin, messieurs, quoi qu'il en soit, vous direz que ce sont des exceptions ; mais elles sont bonnes à rappeler, et je crois même, messieurs, qu'elles ne sont pas aussi rares que vous avez l'air de le dire.

La loi actuelle est combinée de manière à ne frapper que l'aisance, et, par conséquent, si la Savoie a moins d'aisance que par le passé, elle ne paiera qu'en proportion de ses moyens, et, par conséquent, très-peu. Cette loi sera donc pour elle une charge légère et facile à supporter.

L'honorable monsieur Bachet a bien voulu répéter des paroles que j'ai prononcées il n'y a pas longtemps dans cette

enceinte, paroles que je suis bien loin de désavouer et que je serai tout prêt de répéter aujourd'hui encore, si l'honorable préopinant ne les avait déjà lui-même rappelées. Ce que j'ai dit sur les réclamations légitimes de la Savoie, je suis tout disposé à le dire de nouveau. Je suis tout prêt à répéter que nous ne devons pas appliquer tous les nouveaux impôts à la Savoie, sans lui donner satisfaction sur quelques points, sur lesquels elle a droit et raison de réclamer. Par exemple, je trouverais que ce serait excessivement injuste d'appliquer les gabelle accensate ou droits réunis à la Savoie, sans la dégrever en même temps des frais du culte. En Savoie on a vendu les biens du clergé, ce qu'on n'a pas fait en Ligurie et en Piémont. Rien donc de plus juste qu'en Savoie les frais du culte soient à la charge de l'Etat.

Dans ce moment-ci, les lois de finances n'étant pas étendues à la Savoie, elle peut supporter les frais du culte. Mais du moment où nous les étendrons jusqu'à elle, il y aurait injustice à ne pas la mettre dans la même position que les autres provinces pour le culte.

Je le répète, et je prie messieurs les députés de la Savoie d'en prendre note et de me mettre en contradiction avec moi-même si je consentais à l'introduction des gabelles sans les décharger des frais du culte.

Il y a encore la question des chemins de fer, et monsieur Brunier a dit, en paroles très-sensées, qu'ils étaient communs à la Savoie et au Piémont, parce que évidemment ceux qui viendront dans les vallées de la Savoie, ce ne sera pas pour s'arrêter, mais ce sera dans le but de passer les Alpes. Nous avons là un intérêt commun très-grand, duquel nous devons nous préoccuper, et le Gouvernement a donné une preuve de cette grande préoccupation en proposant la sanction du chemin de fer de Turin à Suse. Le Gouvernement, je le répète, espère que si cette loi est votée, il lui sera possible de mettre ensemble les éléments nécessaires pour que dans la Session prochaine il soit en état de vous proposer la concession d'un chemin de fer qui, partant de l'autre côté des Alpes, aille d'une part à Lyon, et de l'autre à Genève. Et pour commencer à donner des arrhes de son bon vouloir à la Savoie, j'espère que dans peu de jours monsieur le ministre des travaux publics présentera une loi pour l'établissement d'une ligne télégraphique de Turin à Chambéry.

Enfin ce qu'il importe le plus à la Savoie, c'est qu'on établisse chez elle des institutions de crédit: elle a une population intelligente, active, sobre, laborieuse.

Si nous parvenions à lui donner des moyens de crédit à l'intérieur et à l'étranger, je crois que nous aurions fait pour elle plus que si nous lui accordions un délai pour le paiement des impôts, qui, en définitive, ne pèsent pas sur la classe la plus nombreuse.

Je termine ces considérations en priant la Chambre de ne pas adopter la proposition de monsieur Brunier, et de s'associer aux vœux plusieurs fois manifestés par le Ministère de donner une satisfaction à toutes les réclamations légitimes de la Savoie et son intention bien arrêtée de chercher à développer dans la Savoie les grandes ressources de prospérité matérielle que cette province renferme. J'espère que messieurs les députés de la Savoie qui ne se trouveront pas satisfaits de cette détermination reconnaîtront au moins qu'en présence du Statut et du principe qui domine toutes nos institutions, du principe de l'égalité devant la loi et devant les charges, le Parlement et le Gouvernement ne peuvent faire autrement que de leur appliquer la loi commune.

PRESIDENTE. La parola è al deputato Ricci Vincenzo.

RICCI VINCENZO. Io aveva chiesta la parola durante il discorso dell'onorevole Brunier, nel quale egli aveva a me accennato, ma siccome ho dimenticato, nel chiederla, di aggiungere per un fatto personale, così il mio turno fu differito sino adesso, in cui la cosa veramente cade un po' fuor di proposito.

Il deputato Brunier nel suo discorso citava alcune delle parole da me pronunciate nel 1849, dalle quali voleva dedurre che il Ministero in allora, ed io più particolarmente, aveva promesso in modo generale delle esenzioni alla Savoia. Siccome non è questa la prima volta in cui si sia fatta simile asserzione, perchè, quantunque sotto diversa forma essa venne più volte in questa Camera ripetuta, così io stimo di dovere rispondere qualche parola in proposito.

In primo luogo credo che una promessa d'esenzione in genere, quando fosse stata fatta, sarebbe stata emessa leggermente, e non avrebbe certamente potuto impegnare il Governo, perchè non penso che sia in facoltà d'un ministro il poter derogare alle leggi, anzi ad un principio generale di assoluto diritto, e della patria legislazione, e ad un principio generale di giustizia, come è quello dell'eguale ripartizione dei carichi fra tutti i cittadini dello Stato; ma fortunatamente, siccome trattasi di cosa di fatto, egli è facile il verificarla.

Sebbene fossi certo di non aver proferite tali asserzioni, pure mi son fatto a riscontrare le parole a cui alludeva il deputato Brunier, e non ho trovato, nè nella lettera, nè nel senso letterale, nè nel complesso del discorso, alcun che da cui si potesse trarre argomento della fatta asserzione.

Non solo non risulta dalle parole, ma non risulta dall'insieme del mio discorso che io abbia promesso esenzione di tributi a favore della Savoia.

In una legge che stavasi discutendo in questa stessa Camera volevano alcuni deputati della Savoia che s'introducesse una clausola d'esenzione per la Savoia, ed io mi vi opposi risolutamente.

Dissi che la Savoia meritava riguardi, che non sarebbe stata aggravata oltre il possibile ed il giusto, ma sostenni pure che non dovevasi ammettere alcuna specie d'esenzione, e credo che le mie parole non contenevano altro che quei sentimenti di benevolenza e di riguardi, che molto più eloquentemente sono stati, non ha molto, espressi dal signor ministro delle finanze.

Siccome trattasi di fatti, non saprei che aggiungere. Ma chiunque lo voglia, potrà riscontrare le mie parole, e da esse vedrà risultare che non fu fatto, nè a nome mio particolare, nè a nome del Governo alcuna promessa di questa natura.

Questo basti quanto al fatto personale, per cui avevo chiesta la parola intorno al discorso del signor Brunier; mi sia però ancora permesso d'aggiungere una considerazione.

Io sono ben lungi dal voler ricercare se questi mali umori, queste diffidenze, questi pericoli che temeva la Savoia abbiano anche in menoma parte potuto contribuire all'esito infelice delle nostre armi nel 1849; dirò solo che se queste fossero state coronate da esito più lieto, non solo il resto dello Stato, ma la Savoia specialmente ne avrebbe ritratti vantaggi materiali importantissimi. Pregherò i Savoia a ricordarsi che nel giorno stesso in cui nel nostro Parlamento si discuteva la legge d'unione colla Lombardia, fu presentato il progetto della strada ferrata per la Savoia. Se invece di essere 5 milioni d'abitanti, fossimo 10 o 12 milioni, credo che non staremmo più a disputare sul 4 e 1/2, o 5 per cento, da pagarsi per la linea di Susa, ma questo la-

voro sarebbe inoltrato, ed avremmo trovato modo di valicare, di fare scomparire le Alpi che ora ci spaventano e ci paiono insormontabili.

FARINA PAOLO. Chiedo permesso alla Camera di aggiungere poche parole ancora per dimostrare l'assunto che mi ero proposto, cioè la progressività di questa tassa, progressività la quale trae seco la giustizia o l'ingiustizia della base sulla quale essa si appoggia. Per riuscire in ciò, mi permetterò di fare una domanda a ciascuno dei miei onorevoli colleghi. Questa domanda consiste in chieder loro chi paghi in ultima analisi le imposte che gravitano sulla consumazione. Sicuramente ognuno mi risponderà che chi paga queste imposte è il solo ed unico consumatore non altri giammai; se qualcuno ne dubitasse non avrebbe che ad osservare quello che succede circa gli alloggi.

La tassa fu posta sulle case; ma in sostanza chi la paga sono gl'inquilini, perchè l'affitto delle case è cresciuto in proporzione appunto dell'imposta che sulle case si è posta; lo stesso si dica della tassa di consumazione sul vino. La tassa viene anticipata dall'oste, ma chi la paga è quegli che consuma il vino, perchè è il consumatore quegli su cui si riversa la tassa medesima.

Ciò premesso, io pongo questo dilemma: o il ricco spende le sue rendite, o non le spende. Se non le spende, la tassa attuale è evidente che non lo colpisce, perchè fra gli oggetti sui quali comunemente si cerca di fare economia, vi è precisamente quello che è maggiormente colpito dalla tassa, vi è l'alloggio; egli quindi tiene un piccolo alloggio e non è colpito dalla tassa, la quale conseguentemente diventa inutile e di niun profitto per lo Stato; o il ricco spende le sue rendite ed allora esso è già colpito proporzionalmente in tutti gli oggetti che compra. Dunque in questo caso la proporzionalità è già stabilita per sé e non vi è bisogno di alcuna progressività per stabilirla. Infatti, s'egli compra specchi, porcellane, orologi, tappezzerie, trine, merletti di Francia, d'Inghilterra, del Belgio, egli paga già il dazio che gravita su tutti questi oggetti; dunque è già colpito dalla tassa proporzionale su tutti questi oggetti che compra, perchè egli viene a rimborsare il mercante della tassa che ha anticipata su questi oggetti medesimi; o egli invece compra degli oggetti di produzione interna, ed allora paga la tassa che ha anticipato il commerciante, paga la tassa del sale che ha pagato l'operaio, perchè l'operaio bisogna che si rifaccia sull'oggetto che ha prodotto, delle spese che deve avere incontrate per il suo sostentamento.

Egli dunque in ultima analisi, come consumatore degli oggetti prodotti dall'operaio, è quello che paga la tassa stessa del sale che voi dite sproporzionatamente pesare a carico dell'operaio medesimo. Ad ogni modo dunque quello che paga la tassa è il ricco, come il più grande consumatore in proporzione del povero che è necessariamente meno consumatore di lui.

Infine, se egli tiene dei servitori, delle carrozze, dei cavalli, voi lo colpite anche su questi; e conseguentemente anche a riguardo di questi oggetti la proporzionalità si stabilisce di per sé, senza bisogno di progressività veruna.

Ma non basta ancora; supponiamo ch'egli faccia risparmi e che li impieghi; non avete voi la legge sull'insinuazione colla quale colpite tutte le operazioni ch'egli fa con questi risparmi? Ma dunque, lo ripeto, la proporzionalità è già stabilita di per sé, e non vi è bisogno di progressività sovra un ramo delle sue spese per pretendere di stabilirla, mentre è già stabilita di per sé naturalmente.

Ora dunque, se il ricco, comunque spenda od impieghi il

suo danaro, è già in ogni modo colpito da tasse proporzionali sull'impiego del danaro medesimo, perchè volete voi nuovamente stabilire una progressività su di un ramo delle sue spese per introdurre proporzionalità sulla generalità dell'impiego e della consumazione della sua rendita? Quindi questa proporzionalità già esiste, voi l'alterate colla progressività che introducete in un solo ramo della consumazione delle spese medesime. Evidentemente questo è un agire, a me pare, a controsenso, e volendo conseguire uno scopo, ne conseguite uno perfettamente contrario. Se non che, dirà taluno, tutte queste imposte non sono uniformi tra loro, non sono abbastanza perequate, dunque bisogna cercare di perequarle.

Ma, signori, allora la questione è di perequazione fra le imposte e non di progressività in una di esse, progressività che, come ho dimostrato, non viene ad ottenere la perequazione in modo veruno, ma anzi essenzialmente la altera e la distrugge; per conseguenza è impossibile di dare peso alcuno a questa ragione.

Ma il signor relatore, per dimostrare che nell'imposta desunta dal valore locativo degli alloggi non vi è progressività, si è fatto forte del seguente ragionamento:

« Le imposte progressive sono quelle che, spinte al massimo della progressività loro al cento per cento, come suole dirsi, assorbono la rendita intiera. Ora, supposto un ricco di annua rendita di lire 100,000 che spenda lire 5000 per l'alloggio, se voi colpite la spesa che fa per l'alloggio anche di cento per cento, voi non gli prendete che lire 5000, gliene restano ancora 95,000; dunque l'imposta non è progressiva, perchè, spinta anche al limite massimo, non priva il contribuente della sua rendita intiera. »

Evidentemente il relatore ha qui posto a confronto la parte col tutto, e come naturalmente la parte non pareggiava e non poteva certamente pareggiare il tutto, ne ha dedotto che la imposta non è progressiva. In una parola, ha trovato che 5000 lire non equivalgono a 100,000, e ne ha dedotto che non vi è progressività nell'imposta.

Ed infatti, la progressività riferendosi a sole lire 5000 del fitto, non può assorbire, anche a cento per cento, che la somma di lire 5000 e non quella di lire 100,000, di cui si suppone costituita la rendita intiera. Ma per poter trarre fondatamente qualche conclusione da questo confronto, bisogna contrapporre il complesso delle entrate al complesso delle spese. Ciò premesso, ponete che chi ha lire 100,000 di rendita debba pagare il cento per cento d'imposta non solo sull'alloggio che tiene, ma su tutte le spese che fa, cioè sulle spese dei domestici, delle carrozze, dei cavalli di lusso, ecc., è evidente che l'intiera sua rendita sarà assorbita; di modo che la dimostrazione contraria, ridotta ai giusti termini di confronto, prova il mio e non l'assunto contrario.

L'onorevole Bon-Compagni diceva che questa è imposta sulle spese e non sulla rendita. Ma la spesa è un indizio della rendita; così l'ha definita il relatore, così l'ha intesa il signor ministro. Dunque se è indizio della rendita, bisogna dire che questa legge va a colpire la rendita stessa e non la spesa; supporre il contrario mi pare che sarebbe mostrarsi in contraddizione colle stesse dichiarazioni fatte e colla razionalità. Se poi si volesse dire che in questo caso l'imposta colpisce il capitale, allora sarebbe ancora peggio perchè, colpendo il capitale, verrebbe a colpire una delle fonti della ricchezza avvenire. Per conseguenza anche quest'obbiezione mi pare priva di fondamento.

Il signor ministro sosteneva che la proporzionalità assoluta è impossibile, e citava l'ineguaglianza del tributo prediale

anche in Lombardia, ove il catasto è il più perfetto che si conosca.

Io sono ben lontano dal negare questo fatto, ed anzi intieramente lo ammetto; ma altro è che l'esatta proporzione di eguaglianza si possa conseguire col fatto, altro è che si debba stabilire l'ineguaglianza e la sproporzione nella legge. Ora, la sproporzione e l'ineguaglianza viene stabilita nella legge coll'imposta progressiva. Altro è che nel fatto l'assoluta proporzionalità non si possa conseguire, altro è che questa legge diventi la norma generale sulla quale si regolano tutte le imposte dello Stato. Per sentire la differenza che vi è fra il caso in cui l'ineguaglianza non sia che nel fatto quando si è nella legge, ricorrerò ad un esempio.

Di grazia, che cosa pensereste, o signori, d'un uomo che ragionasse nel modo seguente? La legge dichiara tutti i cittadini eguali dinanzi ad essa ed eguali tra loro; in fatto però l'eguaglianza non si trova; il più forte ed il più ingegnoso si sollevano a maggior grado d'agiatezza ed influenza che non il debole e quello di fiacco intendimento; quindi l'eguaglianza in fatto essendo una chimera, vi propongo di conservare questa ineguaglianza di fatto con legge che ristabilisca il feudalismo.

Signori, questo sarebbe lo stesso ragionamento che fanno coloro i quali, non trovando possibile di colpire assolutamente ed egualmente con leggi di tassa i contribuenti, si riducono a stabilire l'ineguaglianza e la progressività per legge.

Nell'uno e nell'altro caso l'ineguaglianza del fatto accidentale viene eretta in principio di diritto, tanto nel feudalismo come nell'imposta progressiva.

Voi mi direste per certo che quell'uomo che così ragionasse, aggravando le circostanze dell'umana imperfezione invece di procurare di attenuarle e farle scomparire, lede i principii di giustizia e di morale eterna. Applicate la similitudine al caso della progressività dell'imposta, e ditemi perchè identica non dovrà essere la conclusione.

Se non che il signor ministro, basandosi sulla eventuale sproporzione che si incontra nella imposta basata sul censimento, ne deduceva che la sola imposta sulla rendita può essere proporzionale. Vero è che poi trovava gravissimi inconvenienti anche in questa, quando è unica, ma ne concludeva potersi sovrapporre parziale e progressiva alle altre imposte.

Io confesso che non intendo come i difetti della imposta sulla rendita quando è unica scompaiano, quando non è circoscritta ad una sola classe che poco o nulla pagava, come la imposta sul commercio; ma è generale e sovrapposta ad altri balzelli che uno dei contribuenti paga e l'altro no, per cui la condizione di chi già paga altre imposte ne viene sommaramente aggravata.

Del resto, io non muovo questione sulla natura dell'imposta sulla rendita, ma sulla progressività della medesima, basata su di una sola delle spese del contribuente, quando su tutte le altre predomina la massima della proporzionalità.

Il signor ministro non trova possibile la proporzionalità nei fatti e quindi la vuole stabilire con congetture, come se le congetture destituite di basi certe di fatto non si risolveressero in sostanza in mere chimere.

Io quindi faccio i seguenti dilemmi:

Chi ha 100,000 lire di rendita, o non le spende o le spende. Se non le spende, la legge vostra non lo colpisce punto nè poco, quindi la vostra progressività è inutile; e come il ricco è più grande consumatore assai più del povero, nei grandi

acquisti le spende. Siccome in tutti gli oggetti che compera, che usa e consuma, egli è già colpito in modo proporzionale, domando con quale pretesto egli si voglia colpire in modo progressivo per stabilire la proporzionalità che già esiste necessariamente in tutte le spese che fa.

La pretesa giustificazione della progressività si desume dall'incompleto modo di esaminare l'impiego della ricchezza per parte di coloro che la difendono. Essi presuppongono necessariamente che il ricco paghi l'imposta solamente sull'alloggio, non su tutte le altre sue spese; ma siccome il ricco non può spendere la sua entrata senza pagare per tutti gli oggetti che si procura la parte d'imposta proporzionale che gravita e si riversa su di essi, è evidente che la progressività parte da un dato erroneo e che quindi è totalmente ingiusta.

È doppiamente ingiusta nel caso nostro in cui sommando tutti gli aggravi che s'impongono in questa sola legge sul ricco, egli viene a pagare circa il doppio del povero, come ebbi l'onore di dimostrarvi con cifre venerdì scorso.

Fuvi chi scrisse non essere progressiva l'imposta, perchè basata sulla spesa e non sull'entrata, come se la spesa non fosse assunta come indizio di entrata.

Soggiunse altri che se fosse progressiva e conseguentemente socialista, il signor ministro non l'avrebbe proposta.

Signori, io ho sempre creduto che la progressività fosse carattere intrinseco della proporzionalità nella quale è colpito il contribuente, da riconoscersi quindi da tale carattere e non dalle qualità morali ed intellettuali, sicuramente pregevolissime di chi la propone.

Ho quindi inteso di combattere la cosa, l'uomo non certamente.

Quanto infine al suo carattere socialista permettetemi che per tutta dimostrazione conchiuda col detto di un celebre socialista: « Donnez moi l'impôt progressif et je vous abandonne la propriété. »

PRESIDENTE. Ha la parola il deputato Iosti.

Varie voci. La chiusura! la chiusura!

Altre voci. Parli! parli!

IOSTI. A dire la verità io mi sento anche in dovere di parlare, perchè questa sarà la prima legge d'imposta a cui avrò dato il mio voto. (*ilarità*) Io dico la verità che, come diceva benissimo il signor ministro di finanze, io voterei questa legge quand'anche le nostre finanze fossero in istato di assesto regolare, in quanto che credo questa imposta la sola giusta e quella che potrà surrogare alcune altre; la riconosco anche come una delle meglio compilate, come una in cui di primo getto avviene, per quanto praticamente è dato all'ingegno, quella equità distributiva che si richiede in materia d'imposte.

Io ho tutta la speranza che l'esperienza introducendo alcune modificazioni nell'avvenire, ammettendo maggior numero di categorie, trovando caratteri più precisi per determinare la forza finanziaria dei singoli contribuenti, questa legge potrà ancora essere migliorata.

Ma fra tutte le imposte che abbiamo, io ho la ferma opinione che questa sarà l'ultima ad essere derogata: signori!

Per verità, quando si voglia combattere l'imposta attuale, bisognerà assolutamente dire che non se ne vuole nessuna, che si vuole provvedere altrimenti alle nostre necessità. Io ho avuto questa opinione; non la rinnego ancora, e credo benissimo che si potrebbe riparare alla nostra situazione, anche senza imposte (*Si ride*), con riforme e riduzioni nella amministrazione e nell'esercito, e quando io ho udito i si-

gnori Despina e Mongellaz addurre gli argomenti che io stesso appoggiava e proponeva in appoggio di questo sistema, onde rimettere l'equilibrio delle finanze colle sole riforme e colle riduzioni sull'esercito, dico la verità che mi credevo che la Camera avesse girato sopra sè stessa. (*Risa generali*)

Io mi chiamava se era la sinistra o la destra che parlasse in quei momenti, ed io sentiva che aveva fatto un passo troppo piccolo, discendendo dalla sinistra per venire al centro (*Viva ilarità*), e confessava nel mio interno che, ove volessi essere coerente a me stesso e mettermi in armonia colla mia coscienza, io avrei dovuto d'un balzo saltare alla destra (*Nuova ilarità*), perchè i principii professati dai signori Despina e Mongellaz erano precisamente i principii che io propugnava colla sinistra, e a dir meglio ancora, coll'estrema sinistra. (*Risa di adesione*)

Ma io non so se, venendo all'applicazione, poi ci troveremo d'accordo con quei signori. Finchè parlano virtualmente di economia sulle generali, forse mi troveranno d'accordo. Ma passando alla pratica, confesso che li credo troppo leali per ammettere che, col rispetto che essi professano alle vetuste tradizioni, non rifuggano da quelle profonde e radicali riforme necessarie a rimettere l'equilibrio senza bisogno di ricorrere alle imposte.

Diffatti il deputato Revel ha sempre detto: economie sì, ma ad un tempo imposte. Esso che è fedele a' suoi principii, e si bene conosce la natura nel nostro paese, più fiato ebbe ad avvertirmi che il Piemonte ripudierebbe certe riforme organiche e radicali, e non era quindi possibile di riparare al disavanzo delle finanze con una vera rivoluzione governativa, ma bensì era mestieri di combinare un possibile sistema di economia con quello delle imposte per raggiungere l'intento.

Ciò posto, io non dubito di asserire che mal si potrebbero instaurare le finanze col solo sistema delle economie quale lo intendono quei signori. A tal uopo non bastano le teorie messe innanzi dagli onorevoli Despina, Mongellaz e consorti, ma bisogna scendere a quelle di Brofferio e dell'estrema sinistra (*Marità*), teorie che in un tempo diceva potersi più agevolmente irridere che combattere, e che nel mio interno, teoricamente, non ripudio; imperocchè io passai dalla sinistra al centro, perchè credetti opportuno di difendere un Ministero che è l'unico la di cui politica sia applicabile nelle attuali condizioni di fatti, di idee e di partiti, e fra i possibili l'unico che ispiri fiducia agli amici della libertà, l'unico che possa risolvere le questioni attuali praticamente parlando, ma non ho mai creduto di ripudiare le mie teorie quand'anche fossero da tutti riconosciute per eccentriche e per esagerate. Ciò posto, se la Camera avesse creduto di potere con un sistema d'economia riparare al dissesto delle finanze, allora doveva farlo quando la sinistra, per organo del deputato Mantelli, ne presentava alla Camera il suo proclama. E perchè gli onorevoli Despina e Mongellaz non appoggiavano in allora il proclama Mantelli? Quello era il momento di far prevalere i veri principii dei Governi patriarcali (*Risa generali*), di decentralizzazione, di abolizioni di tutto il superfluo, del lusso della diplomazia, e di quell'esercito che dicono schiacci le nostre finanze. Quello era il momento; ma o so bene che nè in allora, nè adesso, gli onorevoli Despina e Mongellaz e loro amici avrebbero ammesse le necessarie conseguenze di quella teoria, avrebbero acconsentito all'incameramento dei beni ecclesiastici, alla riduzione delle sedi vescovili, alla soppressione dei conventi, dei capitoli, benefici, ecc., riduzioni inevitabili per riparare con sole riforme al dissesto delle nostre finanze.

Io ho propugnata la politica da essi or ora professata fino a che credetti trovare nel paese e nella maggioranza della Camera un appoggio, e mi permetta la Camera di dirlo francamente, e badi sino a qual punto arrivava la mia illusione, parrà un paradosso, e pure è così. Se vi fu cosa che valesse a mitigare in me il cordoglio del disastro di Novara, sembra, ripeto, una stravaganza, un'eccentricità, era il dissesto delle nostre finanze. (*Risa generali e prolungate*) Signori, non ridano tanto, chè mi troveranno logico, quando avranno udite le mie spiegazioni. E vero, io diceva, la causa della nazionalità è perduta, ancora per questa volta irreparabilmente perduta, perchè non avremo il coraggio della costanza, ma ci rimane ancora quello della libertà, e se il popolo saprà far valere le sue ragioni, la libertà starà, la libertà sarà nostra appunto in grazia delle necessità finanziarie, e si svolgerà tanto più quanto più grave è il dissesto delle finanze, più forte il bisogno di denari nel Governo. Era allora, signori, ch'io diceva alla Camera: non un soldo, non leggi di finanze al Governo, se prima non vengono riforme, se non riceviamo in cambio altrettante franchigie.

L'onorevole deputato Balbo diceva una volta che fu precisamente per le questioni di finanza che l'Inghilterra ebbe ampliate le sue liberali franchigie; in quanto a questo, io sono stato coerente, e lo sarei se avessi trovato un appoggio nella Camera. Ripeto, non avrei dato un soldo al Governo se non ottenendone in via di compenso altrettante franchigie nelle riformate istituzioni. Ho però fiducia negli attuali ministri per credere che, malgrado questa nostra imprudente condotta, essi vorranno poi in seguito ricompensare la generosità del popolo con altrettanta libertà; ma questo non può scusare per nulla l'imprudenza dei rappresentanti del popolo che abbandonarono alla generosità dei potenti la libertà della nazione, e non seppero procurarsi garanzia. Ho costantemente propugnato quest'idea, ma da me solo non poteva ottenere ch'ella trionfasse, poichè bisognava che un'opinione prevalesse, prevalse nella maggioranza l'opinione che bisognava anzi tutto riparare al dissesto delle finanze; era quindi dovere di non ispingere l'opposizione al punto di ritardare qual si fosse la soluzione della crisi. Ammesso questo principio, è certo che quanto più presto il Governo uscirà dalle difficoltà finanziarie in cui si trova, tanto più presto ci sarà dato di richiamarlo all'osservanza della data parola. E poichè avete ammesso il principio che si doveva prima d'ogni cosa riparare alle finanziarie strettezze con nuove imposte, riconosco inutile qualsiasi discussione generale di altri sistemi, e per me l'importante è di uscire quanto più presto da questa penosa impresa.

Premesse queste generali dichiarazioni, vengo all'importante della legge.

Nel fatto, o signori, questa legge è un'imposta personale, non uniforme, ma proporzionata alla ricchezza, ai mezzi, all'agiatazza degli individui. Non è essa giusta? Qual altra più ragionevole? Ma vi ha di più, e io rendo giustizia alla saviezza, alla profondità del sistema del signor ministro, perchè ove si ponga mente al complesso del suo sistema, egli non toglie ai cittadini quanto già rimetteva d'aggravi.

Signori, esso ci impone una tassa personale a favore dell'erario, ma prima ci liberò dalla tassa di premio assai più forte, che noi cittadini pagavamo al monopolio dei produttori. Sicchè, tutto compensato, il nuovo balzello non pareggia il primo.

Io faceva, or fa pochi giorni, questa osservazione ad un medico rurale, il quale a proposito di queste nuove gravezze mi faceva osservare che tra quella di questa legge, e quella

pelle professioni trovavasi la sua condizione menomata di circa 100 lire all'anno.

Sì, io diceva, sta in apparenza, ma nel fondo, se voi terrete conto del risparmio procuratovi mediante le riforme daziarie nelle spese di vitto, vestito e altro, non potrete negarmi un alleviamento di spese domestiche in complesso.

Sì, o signori, noi non possiamo negare questa verità, questo pregio delle ministeriali teorie, che cioè la tassa personale e mobiliare non pareggia il tributo che l'antico sistema ci imponeva in favore del monopolio degli industriali e dei manifatturieri!

Io credo adunque che noi gridiamo a torto per quest'imposta, la quale non dissesta, non altera menomamente la nostra posizione economica.

E qui viene la ragione già addotta, ma che io ripeterò, perchè è conveniente per la Savoia.

Se si volessero imporre gli scogli della Savoia come le pianure della vallata del Po, lo vedo anch'io che allora vi sarebbe ragione di opporre che la Savoia è povera; un ettare di quelli non deve pagare come un ettare della vallata del Po. Ma quando si impone di ugual tassa un terreno egualmente fertile, come per esempio un terreno di alluvione, sia esso del Po, sia di un fiume fecondatore della Savoia, non vedo qual ragione di riclamo si possa suscitare per la sola differenza di luogo.

Ora, questa è un'imposta personale che cade sull'agiatazza, e perchè l'agiato della Savoia non pagherà come l'agiato della Lomellina o di Genova? Dei ricchi ve ne sono dappertutto e dappertutto devono essere colpiti, quindi è ben giusto che paghino anche molti signori della Savoia, i quali sono nel fondo più ricchi di noi e fanno aumentare il prezzo delle terre nella nostra Lomellina. (*ilarità*)

Questo non è un argomento da contrapporre alla proposta di tale imposizione.

Quando verremo alle terre, quando verremo all'industria, allora si potrà dire: la tale terra, o industria, la tale arte in Savoia non è sviluppata abbastanza da poter sopportare la

stessa imposta che presso voi, e allora questa ragione potrà avere un peso, ma finchè si tratta d'imposta personale, io non vedo perchè un uomo che possiede 100,000 lire in Savoia, non debba pagare come quegli che ne possiede 100,000 in Piemonte.

Per queste ragioni io credo che nè Savoiani, nè Liguri, nè i Sardi stessi possono allegare privilegio di esenzione a loro riguardo.

Ciò detto, io confesso francamente che non vedo motivo per cui questa legge si abbia a rigettare, nè tanto meno a contestare tanto lungamente. Quando non si avesse l'intenzione che, votando questa legge, se ne debba sopprimere qualche altra che gravita più direttamente, io non vedo come un uomo di coscienza possa negarci il suo voto, a qualunque partito egli appartenga.

Io voto in favore della legge, e desidero che la discussione sia abbreviata il più possibilmente.

PRESIDENTE. Interrogo la Camera se intenda chiudere la discussione generale.

TORELLI, relatore. Io avrei qualche cosa a dire in risposta al deputato Farina.

Molte voci. La chiusura! la chiusura!

D'AVIERNOS. Je demande la parole contre la clôture.

PRESIDENTE. Pongo ai voti la chiusura della discussione generale.

(È approvata.)

D'AVIERNOS. J'ai demandé la parole.

PRESIDENTE. La chiusura è già approvata.

D'AVIERNOS. J'ai demandé la parole trois fois.

Varie voci. Non si è sentito.

La seduta è levata alle ore 5.

Ordine del giorno per la tornata di domani:

Seguito della discussione del progetto di legge d'imposta personale e mobiliare.